



Assemblée générale

Distr. générale
3 novembre 1999
Français
Original: anglais

Cinquante-quatrième session

Point 143 de l'ordre du jour

**Financement du Tribunal pénal international chargé de juger
les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves
du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda
et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis
sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier
et le 31 décembre 1994**

Financement du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Comme suite à la résolution 53/213 de l'Assemblée générale en date du 18 décembre 1999, on trouvera dans le présent rapport les prévisions de dépenses pour 2000 du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994.

Le montant brut des ressources demandées pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2000 s'élève à 87 819 400 dollars (montant net : 79 753 900 dollars); ce chiffre représente une augmentation brute de 12 558 800 dollars (montant net : 11 222 000 dollars) par rapport au montant des crédits ouverts pour 1999 et tient compte de la création de 60 postes nouveaux. L'augmentation des dépenses prévues est imputable au coût du

fonctionnement des trois Chambres de première instance, à une intensification des activités concernant les enquêtes, les arrestations et les transferts de détenus, et à la nécessité de renforcer les services d'appui.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–9	3
II. Programme de travail et ressources nécessaires	10–58	8
A. Chambres	10–18	8
B. Bureau du Procureur	19–35	11
C. Greffe	36–58	17
III. Conclusion et recommandations	59–62	33
Annexe		
I. Hypothèses budgétaires		35
II. Demandes de création de postes et justifications		36
III. État mensuel des effectifs en 1999		53
IV. Matériels nécessaires en 2000		55
V. Indicateurs du volume de travail		60
VI. Contributions volontaires et activités financées par des fonds d'affectation spéciale		64
VII. Suite donnée aux recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et par d'autres organes de contrôle interne et externe		65
VIII. Tribunal pénal international pour le Rwanda – organigramme et effectifs		72
IX. Financement du Tribunal international pour le Rwanda		78

I. Introduction

1. Le Tribunal pénal international pour le Rwanda a été créé par la résolution 955/1994 du Conseil de sécurité en date du 8 novembre 1994. Aux termes des articles 2, 3 et 4 de son statut, il est chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit humanitaire international commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994. Le statut du Tribunal dispose en son article 10 que le Tribunal comprend trois organes : les Chambres, le Procureur et le Greffe.

2. Dans sa résolution 53/213 du 18 décembre 1998, l'Assemblée a ouvert un crédit d'un montant brut de 75 260 600 dollars (montant net : 68 531 900 dollars) pour inscription au compte spécial du Tribunal pénal international pour le Rwanda pour l'année 1999.

3. La création de la troisième Chambre de première instance, comme suite à la résolution 1165 (1998) du Conseil de sécurité en date du 30 avril 1998, a permis au Tribunal de mener de front trois procès, ce qui a accéléré l'examen des requêtes en instance. Grâce à cette nouvelle Chambre, le Tribunal est mieux à même d'entreprendre des procès collectifs. Le Bureau du Procureur a demandé qu'il y ait jonction dans les quatre affaires ci-après : l'affaire du Gouvernement (13 accusés), l'affaire de Butare (6 accusés), l'affaire de Cyangugu (3 accusés) et l'affaire des militaires (4 accusés). Dans le cadre de ses activités, le Tribunal a également : élaboré deux accords sur l'exécution des sentences, conclus entre l'ONU et la République du Mali, et l'ONU et la République du Bénin; poursuivi les négociations avec plusieurs autres pays; rendu les quatre premiers jugements qui aient jamais été prononcés par un tribunal international pour le crime de génocide, lesquels seront des précédents importants pour d'autres juridictions; obligé des personnalités de haut rang à rendre compte de leurs actions devant un organe judiciaire, pour la première fois depuis 50 ans; innové dans le domaine juridique en définissant le crime de viol en droit international et en décidant que le viol pouvait être une forme de génocide; fait oeuvre de pionnier en faveur de la notion de justice compensatoire pour les victimes de crimes relevant du droit international, contribuant ainsi à la création, aux termes du statut de la Cour pénale internationale, d'un fonds au profit des victimes de crimes relevant de la compétence de la Cour; et trouvé des solutions aux problèmes que posent le transport et la protection des témoins dans une région où jusque-là rien n'avait été fait dans ce domaine.

4. Un certain nombre de faits marquants ont eu lieu en 1999 : à l'issue du premier procès groupé, deux accusés ont été condamnés; deuxième personne à le faire, un ancien chef des milices interahamwe a plaidé coupable et a été condamné; l'examen de deux affaires a pris fin et les jugements sont attendus sous peu; un accusé a été élargi à la suite du retrait par le Procureur de l'acte d'accusation dont il faisait l'objet; 12 accusés ont été arrêtés et transférés au Centre de détention du Tribunal à Arusha. Sur les 49 personnes accusées, 38 sont actuellement incarcérées. On compte que les recherches menées régulièrement par le Bureau du Procureur permettront d'arrêter de nombreux accusés, qui devront ensuite être transférés au Centre de détention d'Arusha. Il importe donc d'agrandir les installations pénitentiaires pour qu'elles puissent recevoir davantage de détenus et les séparer selon la catégorie à laquelle ils appartiennent, à savoir les accusés dont le procès est en cours, les accusés attendant d'être jugés, les suspects non encore accusés et les témoins placés en détention. Des négociations sont en cours avec les autorités de la République-Unie de Tanzanie afin de trouver à cette fin des locaux supplémentaires.

5. Les mesures prises pour faciliter le fonctionnement des services d'appui administratif et judiciaire ont notablement contribué à améliorer l'efficacité du personnel et à le motiver.

L'appui juridique aux activités des Chambres a été renforcé et les conditions de travail et de sécurité des juges se sont bien améliorées. En outre, trois nouvelles salles d'audience ont été construites, équipées de matériel très moderne et dotées du personnel nécessaire, et une nouvelle bibliothèque a été aménagée, avec toutes les installations requises pour faciliter les recherches juridiques. De plus, l'appui opérationnel et administratif au Bureau du Procureur a été renforcé, un site Web a été créé pour le Tribunal, les installations pénitentiaires et les bureaux du Tribunal dans le deuxième bâtiment (hôtel Equator) ont été agrandis et réorganisés et un nouveau centre de presse a été construit et aménagé pour la diffusion d'un programme d'information destiné à faire connaître au peuple rwandais les travaux du Tribunal.

6. Le volume de travail du Tribunal ne cesse d'augmenter à mesure que l'on réussit à retrouver et arrêter de nouveaux suspects, que des actes d'accusation doivent être établis à leur encontre et que les dossiers doivent être préparés en vue des procès. Cette activité judiciaire accrue nécessite une présence plus régulière de l'équipe chargée de l'accusation au siège du Tribunal à Arusha. Des procureurs ont été affectés en permanence à Arusha, où ils disposent de bureaux adéquats. Les travaux de réparation et réaménagement entrepris dans les locaux actuellement occupés par le Tribunal dans l'aile Kilimandjaro du Centre international de conférences d'Arusha sont maintenant terminés.

7. Compte tenu des préoccupations qu'avait exprimées le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires quant au taux élevé de vacance de postes (A/53/659, par. 7 à 9), une Équipe spéciale de recrutement a été constituée en février 1999, avec la coopération et l'appui du Département de la gestion au Siège, afin d'aider le Tribunal à recruter du personnel. Au 1er janvier 1999, 277 postes se trouvaient vacants. Entre le 1er janvier et le 31 août 1999, 100 nouveaux fonctionnaires ont commencé à travailler pour le Tribunal, ce qui a ramené le taux de vacance de postes à 23 %. On a depuis lors sélectionné des candidats pour 106 autres postes, et l'on s'emploie à faire en sorte qu'ils prennent leurs fonctions d'ici à la fin de l'année. Le taux de vacance de postes, qui était de 35 % au début de 1999, a été systématiquement réduit et devrait ainsi, à la fin de l'année, correspondre au taux normal de réduction naturelle des effectifs (5 à 7 %).

8. Le présent rapport indique dans le détail les ressources dont le Tribunal aura besoin pour s'acquitter efficacement de son mandat. Le montant brut total des ressources prévues pour 2000 s'élève à 87 819 400 dollars (montant net : 79 753 900 dollars), soit une augmentation nette de 11 222 000 dollars (16,4 %) par rapport au montant des crédits ouverts pour 1999. Pour déterminer les ressources nécessaires, on s'est également fondé sur les paramètres utilisés pour calculer les coûts salariaux standard (en tenant compte notamment du reclassement d'Arusha de la catégorie B à la catégorie C aux fins de la prime de sujétion), ainsi que sur les taux de change, les coefficients d'ajustement et les taux de vacance de postes indiqués dans l'annexe I au présent rapport. Il est proposé de maintenir l'effectif actuel de 772 postes et d'y ajouter 60 postes nouveaux. Des ressources supplémentaires sont également demandées pour financer le fonctionnement des trois Chambres de première instance, une intensification des activités liées aux enquêtes, aux arrestations et aux transferts de détenus, ainsi qu'un renforcement notable des services d'appui. Les annexes au présent rapport concernent, respectivement, les hypothèses budgétaires (annexe I), les demandes de création de postes et justifications connexes (annexe II), l'état mensuel des effectifs en 1999 (annexe III), le matériel nécessaire pour 2000 (annexe IV), les indicateurs de résultats (annexe V), les contributions volontaires et les activités financées par des fonds d'affectation spéciale (annexe VI), la suite donnée aux recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et par d'autres organes de contrôle (annexe VII), la structure administrative du Tribunal, sous forme

d'organigrammes (annexe VIII) et les calculs relatifs au financement du Tribunal (annexe IX).

9. La répartition, en pourcentage, de l'ensemble des ressources allouées au Tribunal en 2000 serait la suivante :

	<i>Budget statutaire</i>	<i>Fonds extrabudgétaires</i>
	<i>(En pourcentage)</i>	
Chambres	2,2	—
Bureau du Procureur	24,6	—
Greffé	73,2	100,0
Total	100,0	100,0

Tableau 1
Prévisions de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget statutaire*

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
	<i>Dépenses de 1998</i>	<i>Crédits ouverts pour 1999</i>	<i>Prévisions de dépenses pour 2000</i>	<i>Variation (montant) (3)-(2)</i>	<i>Variation (pourcentage) (4)/(2)</i>
Dépenses	54 509,9	75 260,6	87 819,4	12 558,8	16,7
Recettes	4 079,9	6 728,7	8 065,5	1 336,8	19,9
Total (montant net)	50 430,0	68 531,9	79 753,9	11 222,0	16,4

2) *Fonds extrabudgétaires*

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
	<i>Dépenses de 1998</i>	<i>Montant estimatif pour 1999</i>	<i>Montant estimatif pour 2000</i>	<i>Variation (montant) (3)-(2)</i>	<i>Variation (pourcentage) (4)/(2)</i>
Activités de fond	1 427,6	984,2	1 154,0	169,8	17,3
Total (montant net)	1 427,6	984,2	1 154,0	169,8	17,3
Total général 1) et 2) (montant net)	51 857,6	69 516,1	80 907,9	11 391,8	16,1

Tableau 2
Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget statutaire*

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
	Dépenses de 1998	Crédits ouverts pour 1999	Prévisions de dépenses pour 2000	Variation (montant) (3)-(2)	Variation (pourcentage) (4)/(2)
Dépenses					
Postes (déduction faite des contributions du personnel)	33 938,3	47 449,8	55 210,2	7 760,4	16,4
Autres dépenses de personnel	1 964,1	1 800,0	2 067,2	267,2	14,8
Traitements et indemnités des juges (y compris les dépenses communes)	900,6	1 655,3	1 678,3	23,0	1,4
Consultants et experts	97,5	148,0	397,0	249,0	168,2
Voyages	2 146,4	1 607,1	1 603,6	(3,5)	(0,2)
Services contractuels	3 473,8	6 328,8	7 771,8	1 443,0	22,8
Frais généraux de fonctionnement	3 878,1	4 560,3	5 863,9	1 303,6	28,6
Dépenses de représentation	8,5	4,0	4,0	—	—
Fournitures et accessoires	1 325,9	1 300,0	1 437,2	137,2	10,6
Mobilier et matériel	2 288,8	2 515,0	2 624,7	109,7	4,4
Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	305,6	1 023,6	956,0	(67,6)	(6,6)
Subventions et contributions	102,4	140,0	140,0	—	—
Contributions du personnel	4 079,9	6 728,7	8 065,5	1 336,8	19,9
Total, dépenses (montant brut)	54 509,9	75 260,6	87 819,4	12 558,8	16,7
Recettes					
Contributions du personnel	4 079,9	6 728,7	8 065,5	1 336,8	19,9
Recettes accessoires					
Total (montant net)	50 430,0	68 531,9	79 753,9	11 222,0	16,4

2) *Fonds extrabudgétaires*

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
	Dépenses de 1998	Crédits ouverts pour 1999	Prévisions de dépenses pour 2000	Variation (montant) (3)-(2)	Variation (pourcentage) (4)/(2)
Dépenses					
Postes (déduction faite des contributions du personnel)	559,1	426,0	—	(426,0)	(100,0)
Autres dépenses de personnel	3,0	—	—	—	—
Consultants et experts	—	—	—	—	—
Voyages	1,0	133,2	150,0	16,8	12,6
Services contractuels	—	312,0	989,0	677,0	217,0
Frais généraux de fonctionnement	864,5	50,0	—	(50,0)	(100,0)
Mobilier et matériel	—	63,0	—	(63,0)	(100,0)
Bourses, subventions et contributions	—	—	15,0	15,0	100,0
Total (montant net)	1 427,6	984,2	1 154,0	169,8	17,3
Total général 1) et 2) (montant net)	51 857,6	69 516,1	80 907,9	11 391,8	16,4

Tableau 3
Postes nécessaires

	Fonds extrabudgétaires			Fonds extrabudgétaires			Total	
	1999	2000	Variation	1999	2000	Variation	1999	2000
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
SSG	1	1	—	—	—	—	1	1
D-2	1	1	—	—	—	—	1	1
D-1	4	4	—	—	—	—	4	4
P-5	21	24	3	—	—	—	21	24
P-4	61	64	3	—	—	—	61	64
P-3	127	135	8	1	—	(1)	128	135
P-2/1	92	98	6	1	—	(1)	93	98
Total	307	327	20	2	—	(2)	309	327
Agents des services généraux et des catégories apparentées								
1re classe	6	6	—	—	—	—	6	6
Autres classes	133	155	22	1	—	(1)	134	155
Service mobile	20	24	4	—	—	—	20	24
Service de sécurité	82	82	—	—	—	—	82	82
Service de sécurité (agents locaux)	62	62	—	—	—	—	62	62
Agents locaux	162	176	14	6	—	(6)	168	176
Total partiel	465	505	40	7	—	(7)	472	505
Total	772	832	60	9	—	(9)	781	832

II. Programme de travail et ressources nécessaires

A. Chambres

Tableau 4
Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
	Dépenses de 1998	Crédits ouverts pour 1999	Prévisions de dépenses pour 2000	Variation (montant) (3)-(2)	Variation (pourcentage) (4)/(2)
Dépenses					
Postes (déduction faite des contributions du personnel)	677,4	—	—	—	—
Traitements et indemnités des juges (y compris les dépenses communes)	900,6	1 655,3	1 678,3	23,0	1,4
Voyages	57,3	109,4	114,0	4,6	4,2
Contributions du personnel	92,4	—	—	—	—
Total, dépenses (montant brut)	1 727,7	1 764,7	1 792,3	27,6	1,6
Recettes					
Contributions du personnel	(92,4)	—	—	—	—
Total (montant net)	1 635,3	1 764,7	1 792,3	27,6	1,6

10. Les Chambres sont l'organe judiciaire du Tribunal et se composent de neuf juges de première instance et cinq juges d'appel. La Chambre d'appel, située à La Haye, sert également de Chambre d'appel au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. La compétence du Tribunal s'étend aux personnes physiques responsables d'actes de génocide et autres graves violations du droit international humanitaire commises sur le territoire du Rwanda et aux citoyens responsables de telles violations sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994.

11. À la sixième session plénière, tenue à Arusha du 1er au 4 juin 1999, les juges ont amendé le Règlement de procédure et de preuve de façon à rendre la procédure judiciaire plus rapide et plus efficace. L'un des nouveaux articles adoptés est l'article 48 *bis* qui, conjugué aux autres articles pertinents, énonce clairement les critères juridiques et factuels exigés pour que plusieurs accusés puissent être jugés collectivement.

12. Grâce à un amendement apporté à l'article 73, les exceptions préjudicielles soulevées par les parties peuvent maintenant être examinées par un seul juge, désigné par la Chambre de première instance, et elles sont examinées uniquement sur la base des mémoires fournis par les parties. La Chambre de première instance ou le juge qu'elle a désigné ont toutefois toute latitude pour entendre les parties en audience publique. Cet amendement, qui contribuera à réduire les retards dans l'examen des requêtes, imputables dans certains cas au fait qu'il faut trouver des dates convenant aux conseils de la défense, aidera aussi à assurer une utilisation optimale des ressources du Tribunal.

13. À ce jour, les Chambres de première instance se sont prononcées dans quatre affaires, dont deux en 1999, et elles prévoient de rendre un jugement dans les affaires *Rutaganda* et *Musema* d'ici à la fin de l'année. En ce qui concerne les futurs procès, le Bureau du Procureur a déposé 10 requêtes visant à modifier les actes d'accusation à l'encontre de 13

accusés et deux requêtes pour jonction d'instances. On compte qu'en 2000 les Chambres de première instance jugeront six affaires et rendront leurs décisions dans un délai raisonnable.

14. Le Tribunal est actuellement saisi de quatre appels interlocutoires et de cinq appels sur le fond (affaires *Akayesu*, *Serushago*, *Kambanda*, *Kayishema* et *Ruzindana*). En 2000, l'accroissement du volume de travail des Chambres de première instance devrait également se traduire par un plus grand nombre d'appels à examiner. En effet, à mesure que de plus en plus de détenus seront traduits en justice et que les Chambres seront saisies de nouvelles affaires et rendront des jugements, le nombre d'appels, tant interlocutoires que sur le fond, devrait lui aussi augmenter.

15. Les Chambres se composent de neuf juges pour les Chambres de première instance et de cinq juges pour la Chambre d'appel. Elles sont aidées par des juristes, des juristes assistants et des secrétaires bilingues qui travaillent sous la supervision du Chef de la Section de l'appui aux Chambres (Greffes). Tous les postes correspondants demandés pour 2000, y compris les 10 postes P-2 autorisés pour des juristes assistants et les 9 postes d'agent des services généraux (autres classes) prévus pour des secrétaires bilingues, sont inclus dans les ressources demandées pour le Greffe, afin de rendre compte de la structure hiérarchique existant en 1999. Les juges d'appel à La Haye reçoivent aussi l'appui juridique nécessaire à l'exercice de leurs fonctions au regard du Tribunal international pour le Rwanda.

1. Activités

16. En 2000, les activités suivantes seront exécutées :

a) Chambres de première instance : premières comparutions, requêtes en cours d'information, conférences de mise en état, requêtes interlocutoires, procès, prononcés des condamnations, audiences en application de l'article 61, renvois et participation à une séance plénière;

b) Chambre d'appel : appels interlocutoires, appels de jugements et de condamnations, et participation à une séance plénière;

c) Autres activités judiciaires : examen et confirmation des actes d'accusation, décisions prises en application de l'article 40 *bis*, délivrance de mandats et ordonnances ne relevant pas des Chambres de première instance;

d) Rapport du Président au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale, rapports spéciaux au Conseil de sécurité, le cas échéant;

e) Adoption ou approbation de dispositions du Règlement, de directives et des actes du Tribunal :

- i. Règlement de procédure et de preuve;
- ii. Directive sur la désignation d'un conseil de la défense;
- iii. Code de déontologie des avocats de la défense agissant devant le Tribunal;
- iv. Règlement pénitentiaire;
- v. Documents fondamentaux;
- vi. Annuaire;

f) Publication d'avis, de décisions et de jugements : les Chambres de première instance sont chargées de superviser les recherches juridiques et l'établissement des documents juridiques publiés dans les deux langues de travail du Tribunal.

2. Ressources nécessaires

Traitements et indemnités des juges

17. Le montant prévu (1 678 300 dollars), qui inclut la prime de réinstallation et la pension de retraite de deux juges du Tribunal, se décompose comme suit :

a) Traitement annuel de neuf juges, à raison de 160 000 dollars par an pour chaque juge, plus un mois de traitement (13 400 dollars) pour un juge dont le mandat a été prorogé jusqu'au 31 janvier 2000, conformément à la résolution 1241 (1999) du Conseil de sécurité en date du 19 mai 1999, soit un total de 1 453 400 dollars;

b) Indemnité spéciale de 15 000 dollars par an versée au Président du Tribunal;

c) Indemnité spéciale versée au Vice-Président lorsqu'il remplace le Président, à raison de 94 dollars par jour et à concurrence de 9 400 dollars par an;

d) Dépenses communes des juges, représentant un montant total de 200 500 dollars, qui comprend l'indemnité de réinstallation payable à un juge (36 900 dollars) et le coût du voyage de rapatriement (3 500 dollars); les pensions de deux juges (57 500 dollars); les indemnités pour frais d'études (68 300 dollars); et les frais de voyage payables dans certains cas à l'occasion du congé dans les foyers ou au titre des études (34 300 dollars).

Frais de voyage

18. Le montant demandé (114 000 dollars) couvrirait le coût des voyages suivants :

a) Voyages de la Présidente lorsqu'elle viendra à New York pour consulter le Secrétaire général et pour présenter son rapport annuel à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité (18 000 dollars);

b) Voyage des membres de la Chambre d'appel lorsqu'ils se rendront à Arusha pour connaître de trois affaires (54 000 dollars);

c) Voyages des membres de la Chambre d'appel lorsqu'ils se rendront à Arusha pour participer à une session plénière (18 000 dollars);

d) Voyages des juges et des juristes chargés de représenter le Tribunal lors de réunions avec des fonctionnaires gouvernementaux ou lors de réunions ou séminaires régionaux et internationaux (24 000 dollars).

B. Bureau du Procureur

Tableau 5

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget statutaire

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
	1998 Dépenses/ recettes	Crédits ouverts pour 1999	Prévisions de dépenses pour 2000	Variation (montant) (3) - (2)	Variation (pourcentage) (4)/(2)
a) Dépenses					
Postes (après déduction des contributions du personnel)	12 384,8	15 389,4	18 120,1	2 730,7	17,7
Consultants et experts	97,5	148,0	193,8	45,8	30,9
Voyage	1 272,8	814,9	888,7	73,8	9,1
Dépenses générales de fonctionnement	0,0	388,0	388,0		
Contributions du personnel	1 427,5	2 322,6	2 845,9	523,3	22,5
Total (montant brut)	15 182,6	19 062,9	22 436,5	3 373,6	17,7
b) Recettes					
Contributions du personnel	(1 427,5)	(2 322,6)	2 845,9	523,3	22,5
Total a) et b) (montant net)	13 755,1	16 740,3	19 590,6	2 850,3	17,0

2) Fonds extrabudgétaires

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
	Dépenses de 1998	Prévisions pour 1999	Prévisions pour 2000	Variation (montant) (3) - (2)	Variation (pourcentage) (4)/(2)
Dépenses					
Postes temporaires	340,8	—	—	—	—
Total (montant net)	340,8	—	—	—	—
Total 1) et 2) (montant net)	14 095,9	16 740,3	19 590,6	2 850,3	17,0

Tableau 6
Postes nécessaires

	Postes temporaires						
	Budget statutaire			Fonds extrabudgétaires		Total	
	1999	2000	Variation	1999	2000	1999	2000
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
D-2	1	1	—	—	—	1	1
D-1	2	2	—	—	—	2	2
P-5	12	13	1	—	—	12	13
P-4	31	34	3	—	—	31	34
P-3	63	66	3	—	—	63	66
P-2/1	48	48	—	—	—	48	48
Total	157	164	7	—	—	157	164
Agents des services généraux							
1re classe	—	—	—	—	—	—	—
Autres classes	33	33	—	—	—	33	33
Total partiel	33	33	—	—	—	33	33
Total général	190	197	7	—	—	190	197

19. Le Procureur fixe les grandes orientations et assure la direction générale des travaux du Bureau du Procureur. Le Procureur est basé à La Haye et le Procureur adjoint ainsi que le personnel du Bureau du Procureur, à Kigali et à Arusha. Le Procureur adjoint dirige les activités du Bureau et applique les politiques et les stratégies définies par le Procureur. En tant que plus haut fonctionnaire du Tribunal au Rwanda, le Procureur adjoint est également chargé des relations avec le gouvernement hôte et c'est à lui qu'il incombe d'obtenir l'appui et l'assistance des États dans la conduite des travaux du Bureau.

20. Le Bureau du Procureur est organisé sur la base de ses deux principales activités : la conduite des enquêtes et l'exercice des poursuites. Il comprend deux divisions : la Division des enquêtes et la Division des poursuites, toutes deux assistées par le Groupe des éléments de preuve et des informations.

21. La Division des enquêtes a été réorganisée en neuf équipes, groupées par trois sous la direction de trois directeurs d'enquête. Le Groupe de l'analyse criminologique a été dissout et ses fonctions ont été confiées aux équipes d'enquête. Les équipes conduisent des enquêtes criminelles sur des personnes, membres de l'appareil public, de l'armée et des partis politiques, qui ont pris part aux événements de 1994, ainsi que dans des domaines particuliers comme les violences sexuelles, la propagande et le financement. L'Équipe du renseignement, qui réunit des informations conduisant à l'arrestation des suspects et des inculpés, et le Groupe des recherches sur le lieu du crime seront désormais supervisés par un directeur des opérations, qui coordonnera leurs travaux.

22. La Division des poursuites, dirigée par le chef de Division, comprend la Section des procès (basée à Arusha) et la Section des avis juridiques, elle-même subdivisée entre un Groupe des conseillers juridiques pour les enquêtes et un Groupe des conseillers juridiques pour les poursuites. La Section des avis juridiques est placée sous la direction du Conseiller juridique principal.

23. Les deux divisions font appel aux services du Groupe des éléments de preuve et des informations, qui est chargé d'établir des mécanismes et des procédures permettant

d'organiser et de conserver les preuves; le Groupe est également chargé de procurer les pièces demandées soit par les enquêteurs soit par les procureurs. Il assure par ailleurs la garde des éléments de preuve.

24. Au cours du premier semestre 1999, six suspects et inculpés ont été arrêtés. Deux personnes ont été arrêtées à Nairobi en février 1999 : Casimir Bizimungu, ancien Ministre de la santé du gouvernement intérimaire, arrêté en vertu de l'article 40 *bis*, et Elizer Niyitegeka, ancien Ministre de l'information, inculpé en 1996. Le même mois, Ignace Bagilishima, ancien bourgmestre de Mabanza, dans la préfecture de Kibuye, inculpé en 1995, a été arrêté en Afrique du Sud. En avril, Jérôme Bicamumpaka, ancien Ministre des affaires étrangères, Justin Mugenzi, ancien Ministre du commerce, et Prosper Mugiraneza, ancien Ministre des activités civiques, ont été arrêtés au Cameroun, tous trois en vertu de l'article 40 *bis*. Ces arrestations ont créé du travail supplémentaire pour le personnel chargé des enquêtes et des conseils juridiques au Bureau du Procureur, les actes d'accusation devant être établis dans un délai très restreint.

25. La stratégie de poursuite, mise au point en mai 1997 et qui consiste à orienter les enquêtes vers les personnes qui occupaient une position de pouvoir au moment du génocide, s'est traduite à ce jour par l'arrestation de 13 responsables gouvernementaux de haut rang, qui sont actuellement détenus à Arusha. L'autre grand axe de la stratégie consiste à incriminer plusieurs personnes dans un même acte d'accusation. Le Procureur continue de s'efforcer d'établir des actes d'accusation collectifs (dossiers de Butare, de Cyangugu, des militaires, du Gouvernement et des médias). La Chambre d'appel ne s'est pas encore prononcée sur les requêtes en jonction d'instances déposées en juin 1999.

26. Deux procès ont été achevés (Rutaganda et Musema) en 1999 et trois procédures d'appel sont en cours.

27. Un acte d'accusation prononcé contre quatre inculpés importants a jusqu'à présent été confirmé en 1999. La nomination du nouveau chef de la Division des enquêtes, à l'issue d'une période de vacance d'un an et demi, devrait avoir un effet positif sur les travaux de la Division. Le recrutement d'enquêteurs supplémentaires a été accéléré.

28. On pense qu'à l'avenir il y aura plus de procès collectifs et que l'on jugera davantage de personnalités de haut rang. Les équipes d'enquêteurs continueront de faire porter leur effort sur les structures politiques, militaires et gouvernementales. Quelque 90 suspects sont sous le coup d'une enquête. Les activités de l'équipe du renseignement, qui a été agrandie en 1998, se sont poursuivies avec succès, aboutissant à de nouvelles arrestations de suspects et d'inculpés en 1999. En 2000, l'équipe élargira ses activités de manière à aider les équipes d'enquêteurs à rechercher des documents et des témoins et à développer leurs contacts avec les autorités de police nationales.

29. Trois conseils en appel (1 P-5, 1 P-4 et 1 P-3) travaillant pour le Tribunal international pour le Rwanda sont en poste à La Haye; les ressources correspondantes sont inscrites au budget du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie.

1. Activités

30. En 2000, le Bureau du Procureur exécutera les activités suivantes :

a) *Activités de fond*

i) Enquêtes

a. Conformément au Règlement de procédure et de preuve en vigueur, les enquêtes ont lieu dans le strict respect des droits du suspect et de l'accusé;

b. Dans la conduite des enquêtes, le Procureur peut interroger les suspects, les victimes et les témoins et enregistrer leurs dépositions, réunir des moyens de preuve et procéder à des enquêtes sur place;

c. Le Bureau du Procureur prend toute autre mesure nécessaire pour procéder aux enquêtes, notamment des dispositions spéciales pour protéger les témoins et les informateurs; il peut solliciter l'aide de toutes autorités nationales compétentes ou d'Interpol et s'adresser à une Chambre de première instance ou à un juge pour tenter d'obtenir les ordonnances nécessaires;

ii) Poursuites

a. Durant l'instruction, le Procureur demande à une Chambre de première instance ou à un juge de rendre des ordonnances et de délivrer des mandats (assignations à comparaître, mandats d'arrêt et ordonnances de transfert, notamment);

b. Après la mise en accusation d'une personne, le Procureur assiste aux comparutions initiales et aux conférences de mise en état, introduit des requêtes en cours d'information et donne suite à celles de la défense, et communique les éléments de preuve conformément à l'article 66 du Règlement de procédure et de preuve;

c. Les poursuites sont menées conformément au chapitre six du Règlement, toutes les mesures sont prises pour préserver, le cas échéant, l'anonymat des témoins à charge;

b) *Activités d'appui.* L'appui fourni aux enquêteurs et aux avocats de l'accusation comprend la garde des éléments de preuve réunis par les enquêteurs, leur archivage et la tenue de leur inventaire informatique afin de pouvoir les mettre à la disposition de ces agents lorsqu'ils en ont besoin durant leurs travaux. Il comprend également l'entretien d'une chambre forte, équipée pour permettre la communication des informations aux avocats de la défense conformément au Règlement de procédure et de preuve.

2. Ressources nécessaires

Postes

31. Le montant de 18 120 100 dollars prévu à cette rubrique correspond au coût total de 190 postes temporaires existant déjà et représente une augmentation des ressources demandées d'un montant de 2 730 700 dollars. L'augmentation de ressources résulte de l'effet net de l'application de nouveaux coûts standard et de la création proposée de sept nouveaux postes temporaires qui doivent permettre au Bureau du Procureur de faire face à un nombre accru de procès et d'appels. Le montant des dépenses afférentes aux nouveaux postes temporaires proposés est estimé à 369 700 dollars. L'augmentation des ressources demandées pour le Bureau du Procureur, y compris la création de sept postes d'administrateur, se justifie par l'augmentation attendue du nombre d'arrestations et le volume accru des travaux d'enquête, d'instruction des dossiers et de préparation des procès qui en résultera. Il est nécessaire d'engager du personnel supplémentaire pour renforcer les services du renseignement, faire face à un volume de travail accru, compte tenu en particulier des demandes de jonction d'instances, et à un nombre d'appels qui devrait augmenter. L'augmentation des effectifs devrait aussi permettre au Tribunal de gérer plus efficacement les archives, dont le volume augmente. On trouvera à l'annexe II du présent rapport des informations plus détaillées sur les nouveaux postes proposés et les raisons de leur création. Le tableau ci-après contient un récapitulatif des nouveaux postes proposés, classés par titre fonctionnel.

Récapitulatif des nouveaux postes, par titre fonctionnel

	Administrateur et fonctionnaires de rang supérieur					Services généraux et catégories apparentées		Total
	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	1re classe	
Bureau du Procureur								
Nouveaux postes temporaires proposés								
Bureau du Procureur adjoint								
Archiviste (Kigali)				1		1	—	1
Archiviste (Arusha)								
Division des poursuites								
Section des avis juridiques								
Conseiller juridique pour les poursuites (procès, Arusha)				1		1	—	1
Conseiller juridique pour les poursuites (appel)			1			1	—	1
Conseillers juridiques pour les poursuites			1	1		2	—	2
Division des enquêtes								
Analyste du renseignement criminel (hors classe)			1			1	—	1
Groupe du renseignement								
Directeur de l'Équipe du renseignement		1				1	—	1
Total		1	3	3		7	—	7

Consultants et experts

32. Un montant de 193 800 dollars, dont une augmentation de 45 800 dollars, est prévu pour financer les services de consultants et d'experts. Ce montant se répartirait de la façon suivante :

a) Experts qui aideront l'accusation soit en qualité de témoins qui déposeront devant le Tribunal, soit en qualité de spécialistes qui contribueront à évaluer les témoignages des experts cités par la défense. Les experts sont des spécialistes reconnus dans leur domaine de compétence, qui sont invités par le Procureur à témoigner devant le Tribunal sur des questions telles que le contexte historique, politique et militaire du conflit au Rwanda, ou à fournir des témoignages médicaux en rapport avec les constatations des médecins légistes. On pense que l'on fera également appel à l'avenir à des journalistes qui ont couvert les événements de 1994 et qui pourraient présenter des images inédites. Étant donné que l'on prévoit des procès plus importants et plus complexes, on aura sans doute besoin d'un plus grand nombre d'experts et certaines des grandes affaires qui seront jugées en 2000 nécessiteront des experts dans plusieurs domaines. On prévoit trois experts en moyenne par procès, à raison de six procès en 2000, ces experts devant demeurer à Arusha sept jours environ par procès et toucher des honoraires d'un montant de 200 dollars par jour (25 200 dollars), à quoi s'ajoutent les frais de voyage et les indemnités de subsistance (51 800 dollars);

b) Experts chargés d'effectuer des recherches et des analyses sur des questions examinées lors des procès. On estime que l'on aura besoin, pour les sept affaires en passe d'être jugées, de sept consultants pour une période de 15 jours à raison d'honoraires d'un montant de 200 dollars par jour (21 000 dollars), à quoi il faut ajouter les frais de voyage et les indemnités de subsistance (20 100 dollars);

c) Experts des lieux du crime chargés de présenter au Tribunal des pièces à conviction telles que photographies, films vidéo et autres documents visuels. Les experts fournissent leur propre matériel. Leurs honoraires seront de 200 dollars par jour, pendant environ 30 jours, soit 12 000 dollars pour deux experts, à quoi s'ajoutent les frais de voyage et les indemnités de subsistance (13 700 dollars).

d) Deux consultants chargés de donner des avis sur la possibilité d'effectuer une surveillance financière des avoirs des accusés (20 000 dollars);

e) Trois consultants chargés de donner des avis d'experts sur le contexte historique, politique, militaire et social des enquêtes. Ces consultants rassembleraient et catalogueraient des renseignements et des données, fourniraient des analyses dans certains domaines, selon les besoins de l'instruction, et fourniraient des pièces aux témoins experts (30 000 dollars).

Voyages

33. Un montant de 888 700 dollars, dont une augmentation de 73 800 dollars liée à l'augmentation des activités de renseignement et d'enquête, est prévu au titre des activités suivantes :

a) Voyages aux fins d'enquête (278 500 dollars). Cette somme doit permettre de financer les déplacements des équipes d'enquête, mais non des membres de l'Équipe du renseignement, au Rwanda et dans les pays voisins, ainsi qu'en Europe, en Amérique du Nord et au Moyen-Orient. Au Rwanda, des équipes composées de deux ou trois enquêteurs accompagnés d'un traducteur, d'un chauffeur et d'un ou deux agents de sécurité recrutés sur le plan international se déplaceront pendant des périodes de trois ou quatre jours. Dans le cas des voyages effectués à l'extérieur du Rwanda, deux enquêteurs se déplacent à chaque fois pour interroger des témoins et des suspects résidant à l'étranger. En raison des problèmes de sécurité au Rwanda, les déplacements aux fins d'enquête sont soumis à certaines restrictions. Le Procureur prévoit toutefois d'intensifier les enquêtes en dehors du Rwanda. Les ressources prévues correspondent à 400 déplacements à l'intérieur et en dehors du Rwanda;

b) Voyages de l'Équipe du renseignement (237 500 dollars). Des équipes composées d'un maximum de quatre enquêteurs se déplacent pour effectuer des missions d'enquête ou rechercher des inculpés. Ces équipes effectuent de longs séjours en dehors du Rwanda, souvent pour exercer une surveillance sur les sujets. Les opérations de renseignement prennent généralement fin lorsqu'un État Membre est invité, en vertu d'un mandat d'arrêt et d'une ordonnance du Tribunal, à arrêter les personnes pour les remettre au Tribunal. Après l'arrestation, le Greffe prend les dispositions nécessaires pour transférer les personnes arrêtées à Arusha;

c) Voyages du Procureur et de ses collaborateurs (La Haye), du Procureur adjoint, des équipes chargées des procès et des membres du Bureau du Procureur en poste à Kigali (372 700 dollars). Certains déplacements du Procureur pour le compte du Tribunal constituent des voyages de représentation auprès de responsables gouvernementaux. Le Procureur se déplace également pour assister à des séminaires et réunions. Il se rend à Arusha pour participer à la session plénière du Tribunal et pour consulter le Greffier et les juges; et au Rwanda pour consulter des responsables gouvernementaux et des cadres du Bureau. Le Procureur adjoint est appelé à se rendre à La Haye et à New York et à assister à des réunions gouvernementales de haut niveau pour obtenir des gouvernements les accords nécessaires en matière de coopération. Les enquêteurs et les conseillers juridiques se rendent à Arusha durant des périodes limitées pour assister aux audiences

du Tribunal et les membres des équipes chargées de l'accusation se rendent à Kigali pour faire régulièrement rapport au Procureur adjoint.

Dépenses générales de fonctionnement

34. Un montant (inchangé) de 388 000 dollars est prévu pour couvrir les dépenses de fonctionnement du Groupe du renseignement. Les enquêteurs sont en contact avec des agents et autres sources qui nécessitent des mesures de protection spéciale, y compris la réinstallation dans d'autres pays. Ils doivent aussi faire face à des dépenses au titre de l'information et des communications et à des frais de séjour.

Contributions du personnel

35. Le montant des contributions du personnel et des recettes y afférentes correspondant au tableau des effectifs proposé pour le Bureau du Procureur est estimé à 2 845 900 dollars.

C. Greffe

Tableau 7

État récapitulatif, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
	Dépenses et recettes en 1998	Crédits initialement ouverts en 1999	Prévisions de dépenses en 2000	Augmentation (diminution) (3) - (2)	Variation en pourcentage (4)/(2)
a) Dépenses					
Postes (net des contributions du personnel)	20 876,1	32 060,4	37 090,1	5 029,7	15,7
Autres dépenses de personnel	1 964,1	1 800,0	2 067,2	267,2	14,8
Consultants et experts	—	—	203,2	203,2	—
Voyages	816,3	682,8	600,9	(81,9)	(12,0)
Services contractuels	3 473,8	6 328,8	7 771,8	1 443,0	22,8
Frais généraux de fonctionnement	3 878,1	4 172,3	5 475,9	1 303,6	31,2
Frais de représentation	8,5	4,0	4,0	—	—
Fournitures et accessoires	1 325,9	1 300,0	1 437,2	137,2	10,6
Mobilier et matériel	2 288,8	2 515,0	2 624,7	109,7	4,4
Construction, aménagement des locaux, gros entretien	305,6	1 023,6	956,0	(67,6)	(6,6)
Subventions et contributions	102,4	140,0	140,0	—	—
Contributions du personnel	2 560,0	4 406,1	5 219,6	813,5	18,5
Total (brut)	37 599,6	54 433,0	63 590,6	9 157,6	20,0
b) Recettes					
Contributions du personnel	(2 560,0)	(4 406,1)	(5 219,6)	813,5	18,5
Autres recettes					
Total (a) + (b) (net)	35 039,6	50 026,9	58 371,0	8 344,1	16,7

2) *Fonds extrabudgétaires*

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
	Dépenses en 1998	Prévisions de dépenses en 1999	Prévisions de dépenses en 2000	Augmentation (diminution) (3) / (2)	Variation en pourcentage (4)/(2)
Dépenses					
Postes temporaires	218,3	426,0	—	(426,0)	(100,0)
Autres dépenses de personnel	3,0	—	—	—	—
Consultants et experts	—	—	—	—	—
Voyages	1,0	133,2	150,0	16,8	12,6
Services contractuels	—	312,0	989,0	677,0	17,0
Frais généraux de fonctionnement	864,5	50,0	—	(50,0)	(100,0)
Fournitures et accessoires	—	—	—	—	—
Mobilier et matériel	—	63,0	—	(63,0)	(100,0)
Bourses, subventions et contributions	—	—	15,0	15,0	100,0
Total (net)	1 086,8	984,2	1 154,0	169,8	17,3
Total général 1) + 2) (net)	36 126,4	51 011,1	59 525,0	8 513,9	16,7

Tableau 8
Postes nécessaires

	Postes temporaires								
	Budget ordinaire			Ressources extrabudgétaires			Total		
	1999	2000	Changement	1999	2000	Changement	1999	2000	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									
SSG	1	1	—	—	—	—	1	1	
D-1	2	2	—	—	—	—	2	2	
P-5	9	11	2	—	—	—	9	11	
P-4	30	30	—	—	—	—	30	30	
P-3	64	69	5	1	—	(1)	65	69	
P-2/1	44	50	6	1	—	(1)	45	50	
Total partiel	150	163	13	2	—	(2)	152	163	

	Postes temporaires						Total	
	Budget ordinaire			Ressources extrabudgétaires				
	1999	2000	Changement	1999	2000	Changement	1999	2000
Agents des services généraux et catégories apparentées								
Services généraux (1re classe)	6	6	—	—	—	—	6	6
Services généraux (autres classes)	100	122	22	1	—	(1)	101	122
Service mobile	20	24	4	—	—	—	20	24
Service de sécurité	82	82	—	—	—	—	82	82
Service de sécurité (agents locaux)	62	62	—	—	—	—	62	62
Personnel local	162	176	14	6	—	(6)	168	176
Total partiel	432	472	40	7	—	(7)	439	472
Total	582	635^a	53	9	—	(9)	591	635

^a Dont 582 postes temporaires existants, 53 nouveaux postes temporaires et 1 reclassement.

36. En vertu de l'article 16 du Statut du Tribunal, le Greffe est chargé, sous la direction générale du Greffier, d'assurer l'administration et les services du Tribunal. Le Greffier apporte son concours aux Chambres, lors des plénières du Tribunal, ainsi qu'aux juges et aux procureurs dans l'exercice de leurs fonctions et il lui incombe d'assurer l'application des règles et règlements pertinents de l'Organisation des Nations Unies dans le cadre du fonctionnement du Tribunal.

37. Le Greffe se compose de trois entités : le Cabinet du Greffier, la Division de l'appui judiciaire et des services juridiques et la Division de l'administration.

38. En 1999, le Greffe a pris plusieurs mesures visant à améliorer l'efficacité du Tribunal dans tous les domaines, consistant notamment à automatiser progressivement le système de service des audiences et à créer une bibliothèque moderne. Pour ce qui est de l'automation du système des audiences, la base de données d'archives judiciaires dénommée ICTR a été créée dans le système «Teamwork Integration Facility».

39. Inaugurée officiellement au cours de la réunion plénière des juges en mai 1999, la Bibliothèque juridique et Section des références du Tribunal est la concrétisation de la volonté du Greffe de mettre à la disposition des Chambres, du Bureau du Procureur, des avocats de la défense ainsi que de l'ensemble du personnel un fond documentaire doté d'un matériel informatique de pointe aux fins de la recherche. La nouvelle base de données de la Bibliothèque est accessible tant à Arusha qu'à Kigali.

40. La Section de l'aide aux victimes et aux témoins a réussi à rationaliser ses activités de façon à assurer les services de sécurité et d'appui nécessaires aux témoins. Elle a établi en 1999, en collaboration avec son homologue du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, un guide pratique qui permettra aux deux tribunaux d'appliquer des normes et des procédures communes.

41. L'une des tâches prioritaires du Greffe a été d'administrer efficacement le système dans le cadre duquel des conseils sont commis d'office auprès de tous les accusés sans ressources comparaisant devant le Tribunal. La Section des avocats et de l'administration du quartier pénitentiaire, en mettant sur pied un système d'assistance juridique dans le cadre du Tribunal, a combiné plusieurs systèmes juridiques tout en cherchant à prendre en compte les différences culturelles. Afin de permettre au Tribunal d'appliquer les normes

internationales en la matière, le quartier pénitentiaire a été rénové et le nombre de cellules a été augmenté.

42. Une autre priorité du Greffe consiste à faire connaître le plus largement possible les activités du Tribunal. Bien qu'il n'existe pas à Arusha une représentation permanente de la presse internationale, le Service de la presse et des relations publiques a pu médiatiser davantage les activités du Tribunal. Le nouveau Centre de presse du Tribunal, équipé d'ordinateurs, de télécopieurs et de téléphones, a facilité la tâche des représentants de la presse.

43. L'Administration continue d'éprouver des difficultés à obtenir des locaux supplémentaires au Centre international de conférences d'Arusha. Il a été envisagé de chercher à obtenir des locaux en dehors du Centre de conférences pour loger le personnel supplémentaire, étant donné que le gouvernement hôte n'a pas encore décidé de doter le Tribunal des locaux supplémentaires nécessaires au Centre de conférences.

44. L'Équipe spéciale de recrutement créée au début de février 1999 a fourni un excellent travail et a permis de faire passer le taux de vacance de postes du Tribunal de 35 % en janvier 1999 à 23 % en août de la même année [voir annexe III a)].

45. Soucieux de faire face au problème du passage à l'an 2000 pour ce qui est des services téléphoniques, des états de paie, des salles d'audience et des ordinateurs, le Tribunal, conformément aux directives du Siège de l'ONU et avec l'aide de son Équipe spéciale du passage à l'an 2000, a remplacé tout le matériel et le logiciel non conformes.

1. Activités

46. Les activités ci-après sont prévues en 2000 :

a) Activités de fond

i) Section de la presse et de l'information. Mener une action coordonnée d'information, confiée à un porte-parole, les activités d'information étant menées à Arusha, Kigali et La Haye. Il s'agira notamment de faire connaître les positions du Tribunal et les faits nouveaux, d'organiser des interviews de hauts responsables du Tribunal, de publier dans la région des communiqués de presse et un bulletin d'information trimestriel, à l'intention des missions, des organisations non gouvernementales, et des gouvernements des pays hôtes.

ii) Section du service des audiences. Fournir un appui administratif, avant et durant les audiences, au Cabinet du Procureur, à la défense et aux Chambres, afin d'assurer le bon déroulement des audiences; préparer le calendrier des audiences en consultation avec les Chambres; conserver les archives judiciaires; exécuter les instructions que les Chambres donnent au Greffe durant les audiences et s'occuper de la correspondance émanant de la défense, des accusés et des suspects et du Procureur concernant les procès et les questions qui s'y rapportent; il est prévu d'apporter des améliorations visant à simplifier les procédures concernant les archives judiciaires, d'automatiser les fonctions d'archivage, de mettre en place un mécanisme permettant de télécharger sur le site Web les dossiers n'ayant pas fait l'objet d'une ordonnance de non-diffusion et de communiquer les transcriptions aux parties en temps opportun.

iii) Section de la liaison avec les avocats et de la gestion du Centre de détention

a. Défense. Tenir à jour une liste d'avocats de la défense, commettre des avocats à la défense des détenus sans ressources à l'issue de consultations, et informer les avocats et autres membres de la défense des règles appliquées par le Tribunal;

veiller au respect de la directive relative à la commission d'office de conseils, s'agissant des honoraires demandés et des dépenses engagées par la défense; veiller au respect du Code déontologique des avocats de la défense et faire appliquer les directives visant la rationalisation des dépenses liées à la défense;

b. Détention et exécution des peines. Faire droit aux demandes du Comité international de la Croix-Rouge concernant des inspections ad hoc du quartier pénitentiaire visant à établir la conformité des conditions de détention; accréditer les personnes autorisées à rendre visite aux détenus; examiner les questions juridiques relatives aux conditions de détention qui se posent lors des communications de routine avec les détenus, les conseils et les visiteurs, et définir des procédures et des politiques concernant l'exécution des peines.

iv) Section de l'aide aux témoins et aux victimes. Prévoir et prendre, sur le terrain, les mesures nécessaires pour permettre aux témoins de l'accusation et de la défense de se rendre à Arusha pour témoigner devant le Tribunal; assurer à Arusha et à Kigali l'hébergement des témoins dans des résidences protégées; apporter aux témoins l'aide voulue durant leur séjour à Arusha pour leur comparution à l'audience : escorte, documents de voyage, frais de voyage, habillement, assurance, indemnisation du manque à gagner, relogement, rapatriement, services d'un accompagnateur, logement sur place et transport local, personnel de garde ou main-d'oeuvre agricole de remplacement, garde 24 heures sur 24, et services d'un praticien de l'aide psychosociale; définir des dispositions additionnelles pour la réinstallation de témoins ailleurs qu'au Rwanda.

v) Section des services juridiques généraux et Section de l'appui aux Chambres

a. Aider les juges des Chambres (première instance et appel) à préparer les documents concernant les décisions sur les requêtes soumises par les parties; la confirmation des mises en accusation; les mandats d'arrêt; les ordonnances de prorogation de la détention provisoire des suspects; les ordonnances de transfèrement ou de remise des personnes détenues pour le compte du Tribunal; les arrêts rendus par les deux Chambres; et coordonner avec la Section du service des audiences la fourniture par le Greffe des services appropriés, y compris la traduction des documents. En moyenne, trois documents par semaine sont préparés pour les juges;

b. Recherches juridiques. Préparer des dossiers ou mémoires à l'intention des juges et soumettre des avis juridiques au Greffier;

c. Accords officiels. Régler les questions liées à l'accord de siège; élaborer des principes régissant les relations avec les pays tiers ou avec les organisations internationales; mettre au point des accords tendant à assurer la prise de mesures équitables et efficaces pour les remboursements, la construction et le fonctionnement du Centre de détention;

d. Documentation destinée aux organes délibérants de l'ONU. Rédiger le rapport annuel du Président au Secrétaire général et à l'Assemblée générale ainsi que l'*Annuaire* et d'autres publications.

vi) Fonctionnement de la Bibliothèque juridique du Tribunal à Arusha et à Kigali. Fournir aux avocats, aux juges, aux juristes et au personnel du Tribunal la documentation et les informations dont ils ont besoin, élaborer et appliquer la politique du Tribunal en matière de documentation et d'information, concevoir une politique régissant l'acquisition d'ouvrages et de périodiques; établir et diffuser des documents (bibliographies, compilations, CD-ROM, etc.).

b) Services d'appui administratif**i) Centre médical des Nations Unies**

a. Offrir une assistance médicale au personnel en cas d'urgence, y compris l'évacuation sanitaire, faire passer des examens médicaux pour déterminer l'aptitude physique du personnel international et du personnel recruté localement et aider à évaluer les fournisseurs de services médicaux à Arusha afin de pouvoir aiguiller les fonctionnaires;

b. Affecter au Centre de détention des Nations Unies un médecin chargé de faire passer des examens médicaux à l'arrivée des détenus, déterminer le niveau approprié de soins en cas de maladie, mettre au point un programme de gestion, y compris la médication, et prendre des dispositions avec les fournisseurs de services les plus appropriés pour les soins d'urgence, les hospitalisations et les interventions chirurgicales.

ii) Groupe du budget

a. Formuler et préparer le budget-programme annuel, suivre l'exécution du budget et analyser les disparités;

b. S'occuper de la gestion du budget en tenant à jour une liste d'agents certificateurs, maintenir un tableau d'effectifs et décider des affectations internes;

c. Aider les services organiques à préparer des budgets ainsi que la présentation de documents budgétaires aux donateurs en vue d'obtenir des contributions extrabudgétaires, suivre les faits nouveaux et évaluer les ressources du fonds de contributions volontaires ainsi que les propositions de programmation.

iii) Services du personnel

a. S'occuper du recrutement, des affectations et des promotions des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur jusqu'à la classe D-1, assurer le service fonctionnel des organes locaux chargés des nominations et promotions;

b. S'occuper du perfectionnement du personnel en assurant la formation, organiser la journée d'initiation prévue pour les nouveaux membres du personnel, ainsi que des cours de langues et d'informatique élémentaires et des séminaires spécialisés en matière de gestion, à l'intention des administrateurs et d'autres spécialistes, tels que les enquêteurs, les agents de sécurité et les fonctionnaires de l'information;

c. Assurer le recrutement du personnel local et fournir les autres services habituels au personnel du Tribunal;

d. Fournir les services voulus au personnel, notamment le versement des différentes prestations.

iv) Services financiers

a. Approuver les engagements de dépenses et les versements aux fournisseurs et régler des demandes de remboursement déposées par des membres du personnel;

b. Exploiter un système financier et comptable.

v) Services généraux

a. Continuer à fournir des services dans les domaines suivants : voyages, expédition des effets personnels des fonctionnaires à leur arrivée ou à leur départ,

délivrance et prorogation des visas et laissez-passer, inventaire et gestion du matériel, achats, transports, entretien des bâtiments et technologie de l'information/Système intégré de gestion;

b. Appuyer le recentrage des technologies de communications et de l'information appliquées à l'automatisation de la gestion des dossiers et des achats, à la maintenance du site Web, au serveur spécialisé et aux nouvelles applications pour la protection des témoins; améliorer les réseaux d'électricité, de téléphone et de télécopie; améliorer le système de télécommunications par satellite d'un point à un autre, et l'utilisation des moyens audio et vidéo dans les trois salles d'audience;

c. Apporter des aménagements structurels à l'aile Kilimandjaro au Centre international de conférences d'Arusha pour y installer des cellules de transit et une entrée spéciale; continuer d'agrandir et aménager des locaux du Centre de détention des Nations Unies.

vi) Service de sécurité

a. Améliorer la sécurité des locaux et des biens du Tribunal à deux lieux d'affectation, qui seront agrandis en 1998, avec davantage de points de contrôle et introduction de la télévision en circuit fermé;

b. Assurer l'escorte et la sécurité des missions sur le terrain;

c. Améliorer la sécurité des détenus grâce à des véhicules blindés, des cellules de transit pour réduire la fréquence des convois entre le Centre de détention des Nations Unies et le siège, notamment lorsqu'il est prévu de transporter un grand nombre de détenus jusqu'aux salles d'audience;

d. Constituer un noyau de personnel de sécurité qui sera affecté au Centre de détention.

vii) Services linguistiques et services de conférence (les indicateurs de la charge de travail figurent à l'annexe VII.C)

a. Fournir des services en kinyarwanda dans les situations suivantes : interprétation consécutive des témoignages pendant les audiences, transcription et traduction de textes originaux constituant des éléments de preuve (enregistrements et documents recueillis par les enquêteurs);

b. Assurer l'interprétation simultanée en anglais et en français, former le personnel aux techniques d'audience et fournir la traduction, en anglais et en français, des procès-verbaux et de la documentation délibératoire;

c. Sous réserve de recrutement du personnel linguistique, assurer l'interprétation simultanée des audiences en kinyarwanda.

2. Ressources nécessaires

Postes

47. Le montant prévu à cette rubrique (37 090 100 dollars) permettrait de continuer à financer 582 postes temporaires; il représente un accroissement net de 5 029 700 dollars, imputable à l'application de nouveaux coûts standard (3 333 300 dollars), à la création de 53 postes temporaires (1 657 000 dollars), au reclassement d'un poste P-2 à P-3 (24 700 dollars) et au transfert de deux postes d'agent du Service mobile et de deux postes d'agent local de Kigali à Arusha (14 700 dollars). L'augmentation des postes au Greffe répond à la nécessité de renforcer l'appui judiciaire, juridique et administratif (en particulier pour le Service des audiences et l'appui aux Chambres). Ces ressources

permettaient d'assister efficacement les Chambres et le Bureau du Procureur compte tenu de l'augmentation prévisible du nombre des procès et des appels en 2000. Du personnel supplémentaire est également nécessaire pour étoffer les équipes de rédacteurs de procès-verbaux anglophones et francophones ainsi que les services linguistiques et classer et informatiser les dossiers. La multiplication des arrestations et des procédures ainsi que l'augmentation du nombre des témoins nécessiteraient également un renforcement de l'appui administratif dans différents domaines : communications, traitement électronique de l'information, informatique, services de sécurité. Des informations détaillées et des justifications concernant les postes proposés figurent à l'annexe II du présent rapport. Ces nouveaux postes sont récapitulés ci-après, par titre fonctionnel :

État récapitulatif des nouveaux postes, par titre fonctionnel

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur						Agents des services généraux et catégories apparentées								Total
	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total partiel	1re classe	Autres classes	Service mobile	Service de sécurité	Agent de sécurité/agent local	Agent local	Total partiel		
Greffes															
Cabinet du Greffier															
Juriste chargé de projet				1		1									1
Fonctionnaire du protocole et des relations extérieures (Kigali)				1		1									1
Assistant administratif								1					1	1	1
Secrétaire												1	1	1	1
Bureau du Greffier adjoint															
Secrétaire bilingue								1					1	1	1
Section de l'appui aux chambres															
Conseiller juridique principal		1				1									1
Section des services juridiques généraux															
Conseiller juridique principal		1				1									1
Secrétaire								1					1	1	1
Service des audiences															
Assistant administratif												1	1	1	1
Section du Service des audiences (appui technique)															
Superviseurs des rédacteurs de procès-verbaux					2	2									2
Secrétaire bilingue								1					1	1	1
Groupe des archives judiciaires															
Archiviste					1	1									1
Assistant (base de données)								1					1	1	1
Appui à la Chambre d'appel (La Haye)															
Juriste					1	1									1
Secrétaire								1					1	1	1
Section de l'aide aux victimes et aux témoins (Arusha)															
Fonctionnaire chargé de la protection des témoins				1		1									1
Section chargée de la liaison avec les avocats et de la gestion du Centre de détention															
Assistant administratif (finances)												1	1	1	1
Groupe de la Bibliothèque et des références															
Secrétaire bilingue								1					1	1	1
Aide-bibliothécaire chargé des références (Kigali)								1					1	1	1
Bibliothécaire					1	1									1

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur						Agents des services généraux et catégories apparentées							
	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total partiel	1re classe	Autres classes	Service mobile	Service de sécurité	Agent de sécurité/agent local	Agent local	Total partiel	Total
Aide-bibliothécaire chargé des références (Kigali)								1					1	1
Division de l'administration														
Centre médical des Nations Unies à Arusha														
Infirmière en chef								1					1	1
Section du personnel (Arusha)														
Assistant d'administration du personnel								1					1	1
Section des finances (Arusha)														
Assistant financier (comptabilité générale)												1	1	1
Assistant financier (paiements)								1					1	1
Assistant financier (états de paie)												1	1	1
Assistant financier (caisse)												1	1	1
Section des services généraux														
Groupe des communications et du TEI														
Technicien (son et graphisme)									1				1	1
Opérateur de prise de vues									1				1	1
Monteur/mixage-vidéo									1				1	1
Administrateur de réseau local								1					1	1
Assistant programmeur								1					1	1
Superviseur de l'aide en ligne								1					1	1
Assistant TEI								1					1	1
Formateur (logiciels)								1					1	1
Assistant pour l'aide en ligne												2	2	2
Service de sécurité (Arusha)														
Spécialiste des questions sociales (Centre de détention des Nations Unies)					1	1								1
Infirmière (Centre de détention)												1	1	1
Section des transports														
Superviseur									1				1	1
Mécanicien/électricien (automobiles)												2	2	2
Services linguistiques et services de conférence														
Secrétaire bilingue (Kinyarwanda)								2					2	2
Secrétaire bilingue (anglais/français)								2					2	2
Traduction/interprétation (La Haye)														
Traducteur/interprète				1		1								1
Section des services administratifs (Kigali)														
Secrétaire bilingue								1					1	1
Assistant à la gestion des bâtiments												1	1	1
Mécanicien												2	2	2
Formateur (logiciels)								1					1	1

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur						Agents des services généraux et catégories apparentées							
	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total partiel	1re classe	Autres classes	Service mobile	Service de sécurité	Agent de sécurité/agent local	Agent local	Total partiel	Total
Adjoint au Chef de la sécurité					1	1								1
Total, nouveaux postes temporaires proposés		2		4	7	13		22	4			14	40	53

Autres dépenses de personnel

1. Le montant prévu à cette rubrique (2 067 200 dollars), qui représente une augmentation de 267 200 dollars, devrait permettre de couvrir les dépenses suivantes :

a) Personnel temporaire (autre que pour les réunions). Le montant prévu (1 767 200 dollars) servirait notamment à engager du personnel linguistique ayant des connaissances en kinyarwanda, des agents locaux pour des projets ponctuels de gestion des bâtiments, et du personnel pour les transports au coup par coup; à faire face à des besoins imprévus ou à une charge de travail plus lourde en période de pointe et à remplacer le personnel en congé annuel, en congé de maladie ou en congé de maternité;

b) Heures supplémentaires (300 000 dollars). Ce montant, inchangé, servirait à couvrir le coût des heures supplémentaires nécessaires pendant les périodes où la charge de travail est particulièrement lourde.

Consultants et experts

2. Le montant prévu à cette rubrique (203 200 dollars) correspond aux honoraires de 15 des 30 experts présentés comme témoins par la défense (105 000 dollars) et aux frais de voyage et à l'indemnité de subsistance pour les 30 experts (98 200 dollars). Jusqu'ici, la moitié seulement des experts présentés par la défense ont demandé que leurs services soient rémunérés. On a jugé plus approprié de faire figurer les ressources nécessaires sous cet objet de dépense plutôt qu'aux rubriques «Services contractuels» et «Voyages», comme précédemment.

Voyages

3. Le montant prévu (600 900 dollars) permettrait de couvrir les dépenses suivantes :

a) Frais de voyage liés aux déplacements que devront effectuer les personnels du Greffe (252 300 dollars) pour se rendre à Kigali, La Haye, New York, dans d'autres pays d'Afrique et ailleurs dans le monde pour tenir des consultations avec des représentants de gouvernements, prendre les dispositions nécessaires pour le transfert de détenus, accompagner les témoins et participer à des réunions de l'ONU et d'autres organismes appliquant le régime commun;

b) Frais de voyage et indemnité journalière de subsistance des témoins à charge et à décharge (330 200 dollars), autres que les experts présentés par la défense. On prévoit que 210 témoins, dont 95 en provenance du Rwanda, se rendront à Arusha en 2000 pour déposer lors des procès;

c) Frais de voyage des membres du Bureau des services de contrôle interne qui procéderont à l'audit des opérations du Tribunal à Arusha et Kigali (18 400 dollars).

Services contractuels

4. Le montant prévu (7 771 800 dollars) qui représente une augmentation de 1 443 000 dollars imputable essentiellement à l'augmentation escomptée du nombre des conseils de la défense, permettrait de couvrir les dépenses suivantes :

a) Conseils de la défense (6 295 800 dollars). Le Greffier désigne un conseil pour défendre tout accusé incapable d'assurer lui-même sa représentation lorsque l'intéressé est reconnu indigent au sens de l'article 4 de la directive). À l'heure actuelle, 37 conseils principaux représentent les défenseurs et tous les défenseurs ont également choisi un coconseil. En outre, pour tous les défenseurs, plusieurs enquêteurs ou assistants sont associés aux travaux des équipes chargées de la défense. On pense que les jonctions

d'instance se traduiront par une augmentation du nombre des conseils de la défense par procès. Le montant prévu comprend les honoraires des conseils pour l'ensemble des détenus ainsi que ceux des coconseils, des enquêteurs et des assistants (4 907 000 dollars); les frais de voyage et indemnité journalière de subsistance des membres des équipes chargées de la défense, au titre des déplacements qu'ils devront effectuer pour participer aux diverses phases de la procédure-comparution initiale des accusés, introduction de requêtes, conférences sur l'état des affaires et procès proprement dits (879 900 dollars); les frais de voyage et indemnité de subsistance des enquêteurs désignés par la défense (508 900 dollars);

b) Services contractuels d'imprimerie (56 500 dollars). Ce montant, qui reflète une augmentation de 16 500 dollars compte tenu des dépenses effectives, doit permettre de répondre aux besoins du Tribunal dans ce domaine : impression des formulaires administratifs, des documents d'information et des bulletins et reliures du texte des jugements. La plupart de ces travaux sont effectués par l'Office des Nations Unies à Nairobi;

c) Services contractuels de sécurité (701 100 dollars). Aux termes d'un accord avec le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie, le Tribunal fournit les repas et prend à sa charge les faux frais des agents contractuels de sécurité (officiers de police et gardiens de prison) auxquels il est fait appel pour renforcer le contingent normal d'agents de sécurité au Centre international de conférences d'Arusha, au Centre de détention, au domicile des juges, lors du transfert des détenus entre le Centre de détention et le siège du Tribunal, et dans les résidences protégées (604 700 dollars). Un montant de 96 400 dollars est également demandé à cette rubrique pour financer les services d'une société locale de surveillance et compléter le personnel du Groupe de la sécurité à Kigali;

d) Médecins (122 000 dollars). Ce montant, inchangé, correspond aux honoraires de médecins et au coût des examens de laboratoire lorsque le médecin du Centre de détention prescrit un traitement particulier à certains détenus. Ceux qui ont de graves problèmes de santé ont souvent besoin d'un suivi médical très poussé et d'examens de laboratoire qui généralement ne peuvent se faire qu'à Nairobi (coût moyen : 1 000 dollars par mois). Le montant demandé permettrait de couvrir les frais médicaux de six détenus (72 000 dollars) et de prendre en charge les malades dans un état grave qui pourraient nécessiter une intervention chirurgicale à l'étranger (50 000 dollars);

e) Audit externe (47 500 dollars, inchangé);

f) Un montant de 90 700 dollars est prévu pour couvrir le coût de l'assurance automobile, faire réparer les véhicules sérieusement accidentés et parer à d'autres éventualités;

g) Un montant de 44 000 dollars, inchangé, est demandé pour couvrir les frais de nettoyage et de blanchissage (uniformes des agents de sécurité, uniformes des chauffeurs et vêtements des détenus et du personnel du Centre de détention);

h) Un montant de 76 300 dollars est prévu au titre de la redevance annuelle que le Tribunal doit verser pour l'utilisation du logiciel de comptabilité Sun;

i) Un montant de 337 900 dollars permettrait de couvrir les dépenses de formation dans les domaines suivants : techniques d'interprétation en salle d'audience, terminologie juridique employée par le personnel linguistique, informatique, utilisation et gestion des installations de télécommunication et formation spécialisée à l'intention du personnel de sécurité et du personnel du Centre de détention. Une formation sera également dispensée sur trois mois au personnel du Tribunal pour qu'il apprenne à manipuler le système audio-visuel qui a été installé en salle d'audiences.

Frais de représentation

5. Un montant de 4 000 dollars, inchangé, est demandé pour couvrir le coût des réceptions officielles et les frais de représentation occasionnés par les sessions plénières, l'accueil de visiteurs de haut rang et autres activités du Tribunal.

Frais généraux de fonctionnement

6. Le montant prévu (5 475 900 dollars), comprend une augmentation de 1 303 600 dollars imputable essentiellement à la location de locaux supplémentaires, aux transports en avion et à l'amélioration des installations pénitentiaires. Il couvrirait les dépenses suivantes :

a) Location et entretien des locaux (1 443 200 dollars) :

i) Un montant de 1 219 800 dollars doit permettre de louer les locaux et installations suivants : 1) environ 8 000 mètres carrés dans l'aile Kilimandjaro du Centre international de conférences d'Arusha moyennant un coût de 4,50 dollars le mètre carré par mois (432 000 dollars) (la direction du Centre de conférences a avisé le Tribunal que le loyer passerait à 10 dollars le mètre carré par mois avec effet au 1er novembre 1999, mais le Tribunal a porté cette question devant les autorités gouvernementales concernées pour réclamer un gel du loyer au tarif actuel, aussi n'est-il pas demandé de ressources supplémentaires à ce titre); 2) locaux à l'hôtel Equator, près du Centre de conférences, pour héberger du personnel qui ne participe pas directement aux procès, jusqu'à la fin de juillet 2000 (128 000 dollars); 3) 2 500 mètres carrés d'espaces de bureau et d'entreposage pour remplacer à partir du deuxième semestre de 2000 les locaux qui devront être libérés à l'hôtel Equator, pour un coût de 11 dollars le mètre carré par mois (165 000 dollars); 4) une station-service (6 000 dollars); 5) un atelier de réparation de véhicules et un entrepôt de pièces détachées à Arusha (6 000 dollars) [voir annexe VIII b)]; 6) quatre résidences protégées (82 800 dollars); 7) des bureaux dans le bâtiment Amahoro et le Centre de communications à Kigali (400 000 dollars);

ii) Un montant de 223 400 dollars est demandé au titre des services d'entretien général des installations à Arusha et à Kigali (3 immeubles de bureaux, les 3 salles d'audience, le Centre de communications à Kigali, 4 résidences protégées, le Centre de détention, les ateliers de réparation de véhicules et les aires de stationnement) ainsi que pour l'entretien et le fonctionnement des ascenseurs;

b) Un montant de 473 000 dollars est prévu pour couvrir les dépenses suivantes à Arusha et Kigali : eau et électricité (186 000 dollars) et gazole pour les groupes électrogènes du Centre international de conférences d'Arusha, du Centre de détention et des bureaux de Kigali (287 000 dollars);

c) Un montant de 1 806 000 dollars est demandé pour les communications. Étant donné l'emplacement du siège du Tribunal, le personnel hors siège a absolument besoin de communications sûres et efficaces. Le montant prévu couvrira les dépenses suivantes : valise diplomatique, renforcement du système de communications par satellite, y compris pour l'Internet, installation de lignes de téléphone/télécopie supplémentaires pour pouvoir diffuser plus rapidement et plus sûrement les documents urgents ou confidentiels; raccordement d'un plus grand nombre d'utilisateurs hors siège au système central. Le montant en question se répartit comme suit :

i) Valise diplomatique et services de messagers (60 000 dollars);

ii) Courrier international (5 000 dollars);

iii) Location d'un segment spatial sur Intelsat pour les communications (653 000 dollars);

iv) Frais de télécopie et de téléphone, y compris installations téléphoniques, téléphones cellulaires, messagerie locale et accès à des satellites (572 000 dollars);

v) Location de fréquences et de circuits (162 000 dollars);

vi) Redevances au titre de l'utilisation d'Inmarsat pour les communications officielles (télécopie et téléphone) (150 000 dollars);

vii) Abonnement à Internet à Arusha et Kigali (108 000 dollars);

viii) Abonnement à Lexis et à Nexis (96 000 dollars);

d) Un montant de 283 700 dollars est demandé pour couvrir les frais de protection et de soutien des témoins, notamment le coût des services de sécurité à fournir aux témoins qui viennent d'autres pays que le Rwanda et aux assistants chargés d'aider les témoins de la défense, ainsi que les frais de réinstallation des témoins. Le montant prévu a été calculé sur la base de 210 témoins, dont 95 en provenance du Rwanda. En ce qui concerne les ressources nécessaires pour couvrir les frais de réinstallation à long terme, l'expérience montre que 14 % des témoins en provenance du Rwanda demandent une aide à ce titre;

e) Un montant de 150 000 dollars est demandé pour couvrir les frais de transport au Centre de détention à la suite d'arrestations de suspects ou d'inculpés. Le montant prévu correspond au coût de la location d'un avion pour six jours. Le transport s'effectue dans des avions affrétés spécialement ou dans l'appareil de l'ONU, utilisé hors forfait;

f) Un montant de 690 000 dollars doit permettre de louer un appareil Beechcraft B 200 à un tarif forfaitaire de 55 500 dollars pour 50 heures de vol par mois (666 000 dollars) et de couvrir les droits d'atterrissage (18 000 dollars) et les frais manutention au sol (6 000 dollars). La location d'un Beechcraft est absolument indispensable pour permettre au Tribunal d'exécuter les activités qui lui ont été prescrites. Dès le début, on a estimé que cet avion faciliterait les déplacements des équipes affectées au procès et des enquêteurs, l'acheminement de la valise et du matériel entre Arusha et Kigali et le transfert à Arusha des personnes soupçonnées de génocide qui sont recherchées et appréhendées dans les pays africains limitrophes et ailleurs sur le continent. Le Beechcraft est également utilisé pour transporter les témoins, notamment ceux qui bénéficient d'une protection, entre Kigali et Arusha. Les fonds nécessaires à la location de cet avion sont fournis par des contributions volontaires jusqu'à la fin de 1999;

g) Un montant de 250 000 dollars est nécessaire pour couvrir les dépenses relatives à l'exécution des sentences. Le Tribunal s'est engagé dans une campagne diplomatique visant à obtenir la coopération des États africains pour l'exécution des sentences. Un certain nombre de pays ont réagi favorablement (République du Mali et République du Bénin), et d'autres ont indiqué qu'ils avaient besoin d'une aide pour moderniser leurs établissements pénitentiaires afin de les rendre conformes aux normes internationales. Bien qu'il soit difficile d'estimer le nombre de sentences qui devront être exécutées en 2000, ainsi que le volume d'aide dont pourront avoir besoin les gouvernements qui coopèrent avec le Tribunal, un montant a été prévu à cet effet;

h) Un montant de 380 000 dollars, demandé au titre des services divers, se répartit comme suit : commissions bancaires liées à la tenue des comptes du Tribunal (150 000 dollars); assurance générale (30 000 dollars); frais supplémentaires de transport de fret pour le matériel importé et rémunération d'un transitaire chargé du transit international, du dédouanement, de l'entreposage et du transbordement des cargaisons, en particulier lorsqu'elles sont débarquées à Dar es-Salaam ou à Mombasa (175 000 dollars). Un montant

de 25 000 dollars permettra de couvrir le coût de la location de chariots élévateurs ainsi que les frais de publication des avis de vacance de poste, des appels d'offres et des annonces de mise en vente de matériel.

Fournitures et accessoires

7. Le montant de 1 437 200 dollars demandé à ce titre permettrait de financer les achats ci-après : papeterie et fournitures de traitement électronique de l'information (450 000 dollars); pièces de rechange et fournitures pour matériel de bureau et autre matériel (40 000 dollars); articles destinés aux services de sécurité, y compris les uniformes (70 000 dollars); fournitures audiovisuelles, pellicules photographiques et développement (40 000 dollars); journaux, périodiques et livres de bibliothèque (125 000 dollars); vêtements pour les détenus et les témoins (30 000 dollars); fournitures médicales (50 000 dollars); nourriture et rations pour les détenus (150 000 dollars); carburants et lubrifiants pour les véhicules (482 200 dollars).

Mobilier et matériel

8. Le montant demandé (2 624 700 dollars) reflète une augmentation nette de 109 700 dollars liée essentiellement à l'achat proposé de matériel audiovisuel pour l'une des salles d'audience; il doit servir à financer les éléments ci-après :

a) Mobilier et équipements de bureau (85 200 dollars), pour répondre aux besoins des effectifs supplémentaires à Arusha et à Kigali;

b) Matériel de bureautique (427 500 dollars) : ordinateurs de bureau (75 000 dollars), ordinateurs portables (35 000 dollars), imprimantes (40 500 dollars), logiciels et licences (123 000 dollars), matériel et accessoires pour la maintenance du réseau (110 800 dollars) et matériel spécialisé, tel que scanners et dispositifs de stockage (43 200 dollars), pour faire face à l'accroissement prévu des effectifs en 2000;

c) Matériel de transmissions et pièces de rechange (525 000 dollars) : radios portatives à très haute fréquence (VHF) pour le personnel supplémentaire (30 000 dollars), multiplexeur de satellite pour transformer le système actuel (système spécifique en poste à poste) en système d'assignation à la demande pour accès multiple par répéteur à largeur de bande variable (260 000 dollars), liaisons téléphoniques rurales pour joindre des sites éloignés supplémentaires ainsi que les résidences des juges (100 000 dollars), téléphones, système interne d'appel (émetteur/écouteurs) et téléphones mobiles (38 000 dollars); pièces de rechange et matériel (infrarouge et transmissions) (97 000 dollars);

d) Matériel audiovisuel pour la première salle d'audience (400 000 dollars), de sorte qu'elle dispose du même équipement que les deux autres, qui ont été rénovées;

e) Matériel de transport (730 000 dollars) : remplacement de six berlines lourdes utilisées par les juges et les hauts fonctionnaires du Tribunal et d'une autre utilisée par les juges de la chambre d'appel et autres personnalités de passage au Tribunal; de 19 véhicules tout-terrain (4 x 4), de 12 minibus et de 2 camionnettes à plateau découvert. Le montant indiqué comprend également le coût d'une nouvelle ambulance pour le Centre médical d'Arusha afin de lui permettre de répondre aux urgences;

f) Pièces détachées pour le parc automobile à Kigali et Arusha (77 500 dollars);

g) Autre matériel de bureau (250 000 dollars) : photocopieuses, télécopieurs, dictaphones, fontaines réfrigérantes et déchiqueteuses, pour Arusha et Kigali;

h) Matériel de sécurité (129 500 dollars) : armes, matériel d'identification, munitions et matériel de surveillance.

*Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux
et gros travaux d'entretien*

9. Le montant total demandé à ce titre (956 000 dollars) se répartit comme suit :

a) Un montant estimatif de 765 000 dollars représente le coût des travaux d'agrandissement, d'amélioration et de transformation nécessaires pour que les nouveaux locaux à usage de bureaux qui devraient être mis à la disposition du Tribunal au Centre international de conférences d'Arusha soient adaptés à ses besoins et pour la construction d'un économat, d'un entrepôt et d'ateliers (429 000 dollars), ainsi que le coût de l'agrandissement des bureaux au complexe d'Amahoro, de la construction de bâtiments préfabriqués supplémentaires pour les nouveaux fonctionnaires à Kigali, et de la rénovation et de l'amélioration des installations existantes, y compris la construction de tours d'observation dans le complexe des transmissions à Kigali (336 000 dollars);

b) Un montant de 191 000 dollars est prévu pour des travaux de construction au Centre de détention : éclairage de sécurité le long du mur d'enceinte (18 000 dollars), amélioration du système d'assainissement (50 000 dollars), installations pour des activités récréatives (sports, bibliothèque) et cafétéria à l'intention des détenus (15 000 dollars); amélioration des installations existantes, notamment par l'acquisition de matériel pour les cuisines (50 000 dollars), et achat de tentes de protection contre les intempéries, à l'extérieur du Centre de détention à l'intention de la police tanzanienne (58 000 dollars).

Subventions et contributions

10. Le montant demandé (140 000 dollars) correspond à la contribution du Tribunal aux dépenses de personnel et de fonctionnement du Service de sécurité hors siège mis en place à Kigali par le Coordonnateur des Nations Unies pour les mesures de sécurité (80 000 dollars), et aux dépenses de la clinique de Kigali (60 000 dollars), ces deux services étant administrés par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), organisme chef de file au Rwanda. Il a été calculé au prorata du nombre de fonctionnaires du Tribunal en poste à Kigali.

Contributions du personnel

11. Les contributions du personnel sont estimées à 5 219 600 dollars.

III. Conclusion et recommandations

12. Sur la base des propositions détaillées formulées aux paragraphes précédents, les ressources nécessaires aux fins du fonctionnement du Tribunal criminel international pour le Rwanda pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2000 sont estimées à 79 753 900 dollars (montant net). Un montant supplémentaire de 8 065 500 dollars devrait être prévu au titre des contributions du personnel; il serait compensé par l'inscription d'un montant équivalent au titre des recettes provenant des contributions du personnel.

60. En 1998, le Tribunal a enregistré des dépenses excédentaires d'un montant brut de 2 212 600 dollars (montant net : 2 386 600 dollars), qui apparaît dans le rapport sur l'exécution du budget de 1998. Selon les prévisions de dépenses les plus récentes, établies sur la base des données disponibles au 30 juin 1999, on prévoit qu'un montant d'environ 2 millions de dollars sera comptabilisé en tant que solde inutilisé à la fin de 1999, une fois absorbé l'excédent de dépenses enregistré à la fin de 1998. Si les États Membres souhaitent en tenir compte pour le financement des activités du Tribunal pour l'exercice 2000, ce montant brut de 2 millions de dollars (montant net : 1 816 000 dollars) peut être déduit du

montant estimatif des ressources nécessaires (montant brut : 87 819 400 dollars; montant net : 75 753 900 dollars). Les calculs relatifs au financement des activités du Tribunal pour l'exercice 2000 sont indiqués dans l'annexe IX.

61. Dans sa résolution 53/213 du 18 décembre 1998, l'Assemblée générale a décidé de mettre en recouvrement 50 % du montant total des ressources nécessaires pour le fonctionnement du Tribunal en 1999 conformément au barème des quotes-parts applicable au financement du budget ordinaire, et de mettre le reste en recouvrement conformément au barème des quotes-parts applicable au financement des opérations de maintien de la paix. Le montant brut prévu, soit 87 819 400 dollars (montant net : 79 753 900 dollars), serait réparti comme suit :

a) Un montant brut de 42 909 700 dollars (montant net : 38 969 000 dollars) serait réparti entre les États Membres conformément au barème des quotes-parts applicable au financement du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'année 2000;

b) Un montant brut de 42 909 700 dollars (montant net : 38 969 000 dollars) serait réparti entre les États Membres conformément au barème des quotes-parts applicable au financement des opérations de maintien de la paix pour l'année 2000.

62. On notera que si ces prévisions de dépenses avaient été calculées sur la base du coût intégral (c'est-à-dire en appliquant systématiquement des taux de vacance de postes de 10 % ou 5 % selon le cas), il faudrait prévoir un crédit supplémentaire d'un montant brut de 2 956 700 dollars (montant net : 2 590 000 dollars), ce qui porterait à 90 776 100 dollars le montant brut total (montant net : 82 343 900 dollars).

Annexe I

Hypothèses budgétaires

1. Les prévisions budgétaires sont établies sur la base des taux de change fixés pour les opérations de l'ONU, soit 696,47 shillings tanzaniens et 329,95 francs rwandais pour un dollar des États-Unis. On a prévu que le multiplicateur de l'ajustement de poste serait de 26,9 pour la République-Unie de Tanzanie, de 24,3 pour le Rwanda et de 20,9 pour La Haye.
2. Globalement, les dépenses à inscrire au budget statutaire sont calculées sur la base du barème des traitements bruts. Toutefois, les prévisions budgétaires des principaux services du Tribunal pris séparément sont établies sur la base du barème des traitements nets (c'est-à-dire le traitement brut diminué de la contribution du personnel), ce qui permet de faire des comparaisons avec les autres organismes des Nations Unies. Pour faire apparaître le niveau des dépenses brutes, la différence entre les traitements bruts et les traitements nets (c'est-à-dire la contribution du personnel) fait l'objet d'une rubrique distincte dans tous les tableaux de dépenses. Un montant équivalent est inscrit au chapitre des recettes correspondant.
3. En ce qui concerne les taux de vacance de postes pour 2000, il est proposé, en se fondant sur les taux effectifs enregistrés pour les huit premiers mois de l'année 1999, soit en moyenne 38 % pour les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 23 % pour les agents des services généraux et des catégories apparentées, de les fixer à 19 % pour les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 13 % pour les agents des services généraux et des catégories apparentées, s'agissant des postes existants, et à 60 % pour les administrateurs et 50 % pour les agents des services généraux. Dans le cas des postes nouveaux, ces taux ont été utilisés pour établir les prévisions de dépenses pour l'exercice 2000 de façon aussi réaliste que possible, en se fondant sur les taux enregistrés pendant l'exercice 1999. Ces taux pourraient être révisés si le recrutement s'accélérait au cours de l'exercice. En tel cas, des prévisions de dépenses révisées seraient présentées à l'Assemblée générale à sa cinquante-cinquième session.
4. Dans tout le rapport, en ce qui concerne les postes d'appui à Arusha et à Kigali, une distinction est faite entre les postes d'agent de sécurité recruté sur le plan international (agent des services généraux de 1re classe et d'autres classes) et les postes d'agent recruté sur le plan local (agents locaux).

Annexe II

Demandes de création de postes et justifications

A. Introduction

1. Au terme de sa quatrième année d'existence, sa création datant de 1995, le Tribunal, grâce à l'expérience qu'il a acquise, est mieux en mesure de déterminer les ressources dont il a besoin pour s'acquitter de son mandat en l'an 2000 dans les trois lieux d'affectation : Arusha, Kigali et La Haye.
2. Le Tribunal pense que certains éléments intervenus en 1999, y compris le maintien des trois chambres de première instance, la mise en place de matériel audiovisuel dans deux des trois salles d'audience, la jonction prévue des instances et l'accroissement du volume de travail en ce qui concerne la sécurité, les services linguistiques, l'administration du Tribunal, les chambres, les communications et le traitement électronique de l'information, ainsi que les services généraux auront des incidences notables sur les besoins en personnel pour l'exercice 2000.
3. Le Tribunal conserve sa structure unique puisqu'il se compose des chambres de première instance et du Greffe qui sont à Arusha, de la Chambre d'appel, qui est à La Haye, des bureaux du Procureur, à La Haye et Kigali, et de services d'appui administratif au Siège pour l'établissement des états de paie. En outre, vu les difficultés rencontrées pour obtenir du Gouvernement hôte des locaux supplémentaires au Centre international de conférences d'Arusha, il faudra sans doute trouver des locaux supplémentaires ailleurs pour faire face à l'accroissement des effectifs. Les différents éléments constitutifs du Tribunal se trouvant dans des endroits différents, il est difficile de regrouper les services.
4. En raison de ce qui précède, le Tribunal a dû en 1999, pour faire face à une grande partie de ses besoins opérationnels, réaffecter temporairement des postes dans les limites de l'effectif total approuvé, et utiliser des crédits prévus au titre de l'assistance temporaire (remplaçants et surnuméraires). Le problème s'est plus particulièrement posé à la Division de l'administration, qui a dû, pour assurer les services d'appui administratif requis, réaffecter temporairement des postes aux unités où les besoins étaient les plus pressants. Pour remédier à ce problème, des ressources additionnelles sont demandées.
5. De même, on prévoit que le financement de postes à l'aide de ressources extrabudgétaires cessera en l'an 2000. Les efforts en vue d'obtenir des contributions volontaires auprès de donateurs potentiels ont été poursuivis sans relâche, mais les contributions en espèces au Fonds d'affectation spéciale ont été minimales.
6. Le Tribunal est déterminé à donner la priorité à l'emploi de personnel local pour pourvoir les postes vacants lorsqu'il trouve des candidats qualifiés mais, vu la pénurie de compétences spécialisées sur le marché local dans certains domaines – établissement des procès-verbaux d'audience, techniques informatiques et appui administratif (personnel bilingue et assistants pour les questions concernant le personnel, les questions financières, les achats et les voyages), le Tribunal continuera à faire appel à des agents des services généraux recrutés sur le plan international pendant l'an 2000.

B. Les Chambres

7. Dans l'organigramme actuel, le personnel d'appui des chambres, qui se compose de juristes, de juristes adjoints et de secrétaires bilingues, est rattaché à deux sections du

Greffes : la Section des services juridiques généraux et la Section de l'appui aux Chambres. Les postes supplémentaires demandés en 2000 pour appuyer les Chambres sont décrits en détail à la section D de la présente annexe (Greffes).

C. Bureau du Procureur

8. Le Bureau du Procureur est l'organe du Tribunal chargé d'enquêter sur les crimes définis aux articles 2 à 4 du Statut et d'en poursuivre les auteurs.

9. Le Bureau du Procureur, dont les services sont répartis entre La Haye, Kigali et Arusha, est organisé en fonction de ses deux activités principales : la conduite des enquêtes et l'exercice des poursuites. Il se compose de deux unités organiques, la Division des poursuites et la Division des enquêtes, qui sont appuyées par le Groupe des éléments de preuve et des informations.

Bureau du Procureur adjoint

10. Le Procureur adjoint assume la responsabilité générale de la gestion du Bureau du Procureur à Kigali. C'est le fonctionnaire du Tribunal du plus haut rang dans cette ville. Le tableau d'effectifs du Bureau du Procureur adjoint comprend actuellement 1 poste D-2 pour le Procureur adjoint, 1 poste P-4 pour un conseiller juridique et 2 postes d'agent des services généraux (autres classes) pour un assistant administratif et un secrétaire bilingue.

Nouveau poste : 1 P-3

11. Il est proposé de créer un poste P-3 pour un archiviste à Kigali.

12. Le nombre de pièces de procédure mises aux dossiers des affaires en cours ne cesse d'augmenter. Le titulaire du poste proposé serait chargé de mettre au point et de gérer le système de classement des dossiers et d'archivage du Bureau du Procureur; il serait responsable de la gestion des dossiers du Tribunal et aurait à fournir un appui à tous les membres du personnel ayant besoin d'informations.

Division des poursuites

13. La Division des poursuites effectue toutes les tâches juridiques incombant au Bureau. Son personnel rédige les actes d'accusation, comparaît devant les juges pour la procédure de confirmation, poursuit les prévenus et assiste aux conférences de mise en état devant les Chambres de première instance, réunit des moyens de preuve supplémentaires pour les procès et les appels, recherche et met définitivement au point, si besoin est, les documents devant être communiqués à la défense, examine les pièces et les preuves aux fins de la protection des témoins, soulève les exceptions préjudicielles, étudie et modifie les actes d'accusation et présente diverses demandes d'ordonnance aux magistrats et aux Chambres de première instance.

14. Le Chef de la Division (D-1), assisté d'un secrétaire (agent des services généraux, autres classes), est chargé de la gestion et de la supervision de la Division, qui comprend la Section des procès, composée des avocats de l'accusation, et la Section des avis juridiques, qui est appuyée par le Groupe des conseillers juridiques pour les poursuites et le Groupe des conseillers juridiques pour les enquêtes.

Groupe des conseillers juridiques pour les poursuites

15. Les conseillers juridiques pour les poursuites donnent des avis sur les positions juridiques adoptées par l'accusation, aident à la rédaction définitive des requêtes, des réponses aux requêtes et de mémoires, revoient les actes d'accusation et effectuent des recherches sur des thèmes relatifs au droit pénal et au droit international. Le Groupe compte actuellement trois juristes (1 P-4 et 2 P-3).

Nouveaux postes : 2 P-4, 2 P-3

16. Vu l'augmentation du nombre de procès en première instance et en appel, les effectifs actuels sont insuffisants. On s'attend par ailleurs à ce que le règlement de la question des jonctions d'instance débouche sur d'importants procès collectifs. Les équipes affectées aux procès auront donc plus que jamais besoin de l'appui du Groupe des conseillers juridiques pour les poursuites.

17. En 1999, les équipes affectées aux procès se sont appuyées sur les conseillers juridiques pour l'établissement des requêtes en cours d'information, la préparation des dossiers, la rédaction de documents juridiques sur des sujets particuliers, les recherches sur des sujets juridiques généraux et l'identification d'experts pouvant être appelés à témoigner. Il est demandé de créer deux postes supplémentaires de conseiller juridique pour les poursuites (1 P-4 et 1 P-3), afin que le Groupe puisse faire face à l'accroissement de son volume de travail.

18. Il est également proposé de créer à Arusha un poste P-3 de conseiller juridique pour les procès, dont le titulaire sera chargé d'examiner et d'analyser toutes les pièces de procédure figurant dans le dossier des affaires devant le Tribunal, d'effectuer des recherches concernant le droit pénal international et les juridictions nationales, de coordonner la révision périodique des principes directeurs arrêtés par le Procureur et de créer une base de données contenant les positions prises par le Procureur sur des questions juridiques ou des points de fait.

19. L'augmentation du nombre de procès s'accompagnera d'un accroissement du nombre d'appels en cours de procès et d'appels de jugements au fond. Les effectifs affectés aux appels à La Haye s'occuperont principalement des appels postérieurs aux jugements, mais le nombre d'appels en cours de procès devrait augmenter sensiblement. Il serait peu réaliste de compter que tout le travail relatif aux appels puisse être effectué à La Haye, sans aucune aide de Kigali. Il est donc demandé de créer un poste P-4 de conseiller juridique pour les appels.

Division des enquêtes

20. La principale composante du Bureau du Procureur est la Division des enquêtes, dont les effectifs sont constitués d'enquêteurs et d'analystes. Elle compte neuf équipes d'enquêteurs, ainsi que trois directeurs d'enquêtes (P-5) responsables chacun de trois équipes.

Bureau du Chef de la Division des enquêtes

21. Le Bureau du Chef de la Division des enquêtes est dirigé par un fonctionnaire de la classe D-1, assisté d'un secrétaire bilingue (agent des services généraux, autres classes).

Nouveaux postes : 1 P-5, 1 P-4

22. Les enquêtes étant appelées à prendre de l'ampleur, il est proposé de créer un poste d'analyste de la classe P-4 au Bureau du Chef de la Division des enquêtes. Le titulaire du poste devra coordonner les activités des directeurs d'enquêtes et suivre le déroulement des

opérations. Il contrôlera la qualité du travail des analystes et verra à ce qu'ils disposent des moyens nécessaires à leurs activités.

Groupe du renseignement et Groupe des recherches sur le lieu du crime

23. Le Groupe du renseignement a été créé en 1997 avec pour mission de rechercher des personnes susceptibles de faire l'objet de poursuites, de s'occuper des sources d'information confidentielles, de traiter avec les informateurs et d'élaborer des principes directeurs pour l'utilisation des sources sensibles. Ses effectifs se composent actuellement de 1 enquêteur chef d'équipe (P-4), de 1 analyste du renseignement financier (P-3), de 1 coordonnateur du renseignement de ressources humaines (P-3), de 11 enquêteurs (P-3) et de 3 analystes du renseignement criminel (P-2). L'équipe est appuyée par 3 agents des services généraux (autres classes) qui assistent les enquêteurs. Le Groupe des recherches sur le lieu du crime dispose de 2 postes de la classe P-3.

24. Suite à la réorganisation de la Division des enquêtes, il faudrait créer un poste P-5 de directeur des opérations dont le titulaire assurerait la direction et la supervision des activités du Groupe du renseignement et du Groupe des recherches sur le lieu du crime. L'intéressé devrait superviser la collecte et le traitement des renseignements, organiser la recherche des personnes, établir des contacts avec des sources, contrôler celles-ci et les protéger (en organisant le changement de résidence des informateurs le cas échéant), et assurer la liaison avec les directeurs des services de renseignement nationaux et d'Interpol.

D. Greffe

Cabinet du Greffier

25. En sa qualité de chef du Greffe, le Greffier est responsable de la direction exécutive et de l'administration du Greffe, apporte son concours au Tribunal en remplissant les fonctions juridiques décrites dans le Règlement de procédure et de preuve et fait en sorte que les services administratifs et les services d'appui requis par les trois organes du Tribunal leur soient fournis de manière rigoureusement conforme aux règlements et règles de l'Organisation des Nations Unies.

26. Le Cabinet du Greffier comprend, outre le Greffier (Sous-Secrétaire général), 1 conseiller juridique (P-4), 1 assistant spécial et porte-parole (P-4), 1 conseiller pour les questions spécifiques aux femmes (P-4), 1 fonctionnaire du protocole (P-3), 1 assistant administratif (agent des services généraux de 1re classe), 2 secrétaires bilingues (agents des services généraux, autres classes) et 1 secrétaire principal (agent local).

Nouveaux postes : 2 P-3, 1 agent des services généraux (autres classes), 1 agent des services généraux (recruté sur le plan local)

27. Étant donné l'augmentation du volume de travail, il est proposé de créer au Cabinet du Greffier un poste d'assistant administratif (agent des services généraux, autres classes) dont le titulaire sera chargé de tâches administratives.

28. Compte tenu de la nécessité d'assurer efficacement la liaison avec le gouvernement du pays hôte et de renforcer la fonction de relations publiques du Procureur adjoint, il est proposé de créer à Kigali un poste de fonctionnaire du protocole chargé des relations extérieures, dont le titulaire sera le porte-parole du Bureau du Procureur auprès des autorités et du public rwandais.

29. Au cours des deux dernières années, le Conseiller pour les questions spécifiques aux femmes attaché au Cabinet du Greffier s'est efforcé d'aider les personnes ayant témoigné ou susceptibles de le faire, en prenant des dispositions en leur faveur en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies et des organisations internationales. La Commission préparatoire de la Cour pénale internationale a récemment souligné l'importance de cette dimension de la justice en adoptant des mesures de réparation en faveur des victimes. Les juges du Tribunal pénal international pour le Rwanda se sont déclarés très intéressés par ces activités. Il est donc proposé de créer au Cabinet du Greffier un poste P-3 de juriste chargé de projets, dont le titulaire viendra épauler le Conseiller pour les questions spécifiques aux femmes.

30. Le titulaire du nouveau poste s'occupera des aspects de l'assistance aux victimes et aux témoins intéressant les femmes. Il sera chargé de suivre l'exécution par les organisations non gouvernementales et les organismes internationaux concernés des projets visant à tenir compte de la situation particulière des femmes dans le cadre de l'aide aux victimes, et d'élaborer et de rédiger des guides juridiques où les victimes et les témoins éventuels trouveront, à côté d'un exposé de leurs droits, des explications sur le fonctionnement du Tribunal. Un poste de secrétaire recruté sur le plan local est également demandé pour appuyer le Conseiller pour les questions spécifiques aux femmes et le juriste chargé de projets.

Bureau du Greffier adjoint

31. Les effectifs de cette unité se composent du Greffier adjoint (D-1), de 1 juriste (P-3) et de 1 secrétaire (agent des services généraux recruté sur le plan local).

Nouveau poste : 1 agent des services généraux (autres classes); poste transféré : 1 poste d'agent des services généraux (autres classes) provenant de la Section de l'aide aux victimes et aux témoins (Kigali)

32. Le Bureau du Greffier adjoint supervise directement la Division de l'appui judiciaire et des services juridiques, la Section de l'appui aux chambres, la Section des services juridiques généraux, la Section du service des audiences, la Section chargée de la liaison avec les avocats et de la gestion du Centre de détention et la Section de l'aide aux victimes et aux témoins. La Division devrait subir le contre-coup de l'augmentation du nombre de procès due au fait qu'il y a maintenant trois Chambres de première instance. Elle a donc impérativement besoin de renforcer son personnel administratif. En s'appuyant sur un assistant administratif et un secrétaire bilingue, le Greffier adjoint pourra se concentrer sur les questions de fond, sachant que ses collaborateurs veilleront à ce que toutes les sections placées sous sa responsabilité soient efficacement administrées.

33. Il est donc proposé de créer 1 poste d'agent des services généraux (autres classes) pour un secrétaire bilingue et de transférer de la Section de l'aide aux victimes et aux témoins de Kigali 1 poste d'agent des services généraux (autres classes) pour un assistant administratif.

Section de l'appui aux Chambres

34. En 2000, il est proposé de scinder la Section des services juridiques généraux et de l'appui aux chambres en une Section de l'appui aux chambres et une Section des services juridiques généraux, relevant toutes deux du Bureau du Greffier adjoint. Cette réorganisation aura le mérite de bien faire ressortir la distinction entre les fonctions incombant respectivement à l'une et l'autre unité.

35. Les effectifs de la Section de l'appui aux Chambres comprennent actuellement 1 juriste hors classe (P-5), qui est le chef de la Section, 1 juriste documentaliste (P-4), 1 juriste linguiste (anglais-français) (P-4), 2 juristes (P-3), 1 secrétaire bilingue et 1 dactylographe bilingue (agents des services généraux, autres classes) et 1 secrétaire (agent des services généraux recruté sur le plan local).

36. Les juges des Chambres de première instance bénéficient également de l'appui de 9 juristes adjoints (P-2), de 1 assistant spécial attaché au Président (P-2) et de 9 secrétaires bilingues (agents des services généraux, autres classes).

Nouveau poste : 1 P-5; poste reclassé : 1, de P-2 à P-3

37. Les trois salles d'audience ultramodernes, équipées de matériel audiovisuel perfectionné, sont pleinement opérationnelles. Il est demandé de créer un poste P-5 pour un conseiller juridique hors classe dont les attributions consisteront à aider le Président et les juges à préparer les jugements, à veiller à la qualité des services juridiques obtenus et à faciliter l'administration de la Section.

38. Le conseiller juridique hors classe, qui aiderait le chef de la Section à superviser l'ensemble des activités de cette unité, serait chargé de coordonner les travaux de recherche et la rédaction des décisions et requêtes, entre autres documents, et d'assurer la liaison avec les juges, le Cabinet du Président, le Greffe, les conseils de la défense et le Bureau du Procureur pour toutes questions concernant les Chambres et les services juridiques nécessaires au Cabinet du Président. Il serait également chargé de tenir à jour un registre de toutes les requêtes reçues.

39. Un assistant spécial de la classe P-2 est actuellement adjoint au Président. Compte tenu des responsabilités supplémentaires que celui-ci doit assumer du fait du développement des activités judiciaires, il est proposé de reclasser à P-3 le poste de son assistant. Celui-ci est associé à l'administration des trois Chambres de première instance et de la Chambre d'appel, avec lesquelles il est en contact; il aide le Président à répartir les affaires entre les Chambres de première instance et assure la liaison avec les trois coordonnateurs de ces Chambres pour ce qui est des activités judiciaires, avec la Section du service des audiences pour l'établissement du calendrier des audiences, et avec la Section chargée de la liaison avec les avocats et de la gestion du Centre de détention pour les activités des conseils qui ont un rapport avec les affaires portées devant les Chambres de première instance.

Services d'appui à la Chambre d'appel (La Haye)

40. L'appui fourni à Arusha à la Chambre d'appel de La Haye consiste essentiellement en travaux de recherche et de rédaction. Le principal indicateur de l'efficacité de la Chambre est la qualité des décisions et des jugements qu'elle rend. Le personnel chargé d'appuyer ses activités se compose de 1 juriste (P-4), de 1 juriste adjoint (P-2) et de 1 secrétaire bilingue (agent des services généraux, autres classes).

Nouveaux postes : 1 P-2, 1 agent des services généraux (autres classes)

41. L'accroissement sensible du volume de travail des Chambres de première instance et de la Chambre d'appel a une incidence sur la rapidité avec laquelle les accusés sont traduits en justice. Pour que les personnes puissent être jugées sans retard excessif, comme l'exige le Statut du Tribunal, il faut renforcer les services d'appui juridique.

42. Depuis que les trois Chambres de première instance sont opérationnelles, la charge de travail de la Chambre d'appel a sensiblement augmenté. C'est pour cette raison qu'il est proposé de créer un poste de juriste adjoint (P-2), afin de renforcer les effectifs chargés

d'assister les juges de la Chambre d'appel. Il est également demandé de créer un poste de commis à l'enregistrement (agent des services généraux, autres classes) dont le titulaire s'occupera de la documentation et de l'enregistrement des pièces de procédure concernant les recours.

Section des services juridiques généraux

43. La Section des services juridiques généraux joue le rôle de conseiller juridique interne; elle donne des conseils au Greffe et à l'administration du Tribunal sur des questions de droit concernant les accords conclus entre le Tribunal et les gouvernements des pays hôtes, et sur des points de droit international concernant les relations entre le Tribunal et des pays tiers ou des organisations internationales touchant l'arrestation et la remise de personnes soupçonnées ou accusées; elle est responsable de la préparation des réunions plénières des juges quant au fond et des aspects de l'application de leurs décisions qui relèvent du mandat du Greffe. La Section donne des avis juridiques sur les contrats que passe le Tribunal avec des tiers, y compris les contrats commerciaux, sur les litiges pouvant survenir entre le Tribunal et des tiers ou les réclamations formées à l'encontre du Tribunal par des pays hôtes ou des tiers, ainsi que les recours internes formés à l'encontre de décisions de l'administration. Elle donne également des conseils aux différents organes administratifs, tels celui chargé d'examiner les plaintes et les organes disciplinaires. Enfin, la Section est chargée de rédiger des notes et avis juridiques sur des questions ayant une incidence sur le fonctionnement du Greffe, en vertu de l'article 33 b) adopté par les juges lors de leur dernière réunion plénière.

Nouveaux postes : 1 P-5, 1 agent des services généraux (autres classes)

44. Les effectifs de la Section comprennent actuellement deux juristes (P-3), un secrétaire bilingue et un dactylographe bilingue (agents des services généraux, autres classes). Il est proposé de créer un poste P-5 pour un conseiller juridique hors classe, qui dirigera la Section et sera chargé de donner des conseils au sujet des contrats conclus par le Tribunal, notamment des contrats commerciaux, et des actions intentées à l'encontre du Tribunal par les pays hôtes ou par des tiers. Il est également proposé de créer un poste de secrétaire bilingue (agent des services généraux, autres classes) dont le titulaire s'acquittera de travaux de secrétariat et de tâches administratives.

Section du service des audiences

45. La Section est chargée de fournir des services juridiques et techniques pour les débats et les conférences tenus dans les trois salles d'audience, et est également responsable du système de gestion centralisée des pièces de procédure.

46. La Section du service des audiences se compose de deux groupes : le Groupe des audiences (Service des audiences et appui technique) et le Groupe des archives judiciaires. Le bureau du chef de la Section se compose du chef de la Section (P-5) et d'un secrétaire bilingue (agent des services généraux, autres classes).

Nouveau poste : 1 agent des services généraux (autres classes)

47. Compte tenu du nombre croissant de procès et de la nécessité de fournir plus rapidement les services d'appui judiciaire requis, il est proposé de renforcer les effectifs de la Section en créant un poste d'assistant administratif (agent des services généraux, autres classes).

Groupe des audiences (services des audiences et appui technique)

48. L'effectif actuel de ce Groupe se compose de 4 juristes (2 P-4 et 2 P-3), 1 fonctionnaire affecté aux audiences (P-3), 24 rédacteurs de procès-verbaux [agent des services généraux (autres classes)] et 4 commis de salle d'audience (agents locaux).

Nouveaux postes : 2 P-2, 1 poste d'agent des services généraux (autres classes)

49. Les rédacteurs de procès-verbaux occupent une place importante dans les travaux du Tribunal. Pour améliorer la qualité du service et afin que les rédacteurs reçoivent des orientations et une supervision coordonnées, il est proposé de créer deux postes P-2 de chef d'équipe, un pour les rédacteurs de langue anglaise et un pour les rédacteurs de langue française, postes dont les titulaires coordonneront et contrôleront l'exécution et la qualité du travail, établiront les glossaires utiles dans les langues de travail du Tribunal et mettront en exploitation les techniques et méthodes appropriées.

50. D'autre part, compte tenu de l'accroissement du volume de travail entraîné par les procédures d'appel, il est proposé de créer un poste de secrétaire bilingue [agent des services généraux (autres classes)] dont le titulaire serait chargé d'aider le juriste P-4 du Groupe – qui remplit aussi les fonctions de chef adjoint de la Section – à administrer le Groupe.

Groupe des archives judiciaires

51. L'effectif actuel de ce groupe se compose de 1 chef de groupe (P-3), 1 fonctionnaire auxiliaire affecté aux audiences (P-2), 1 secrétaire bilingue [agent des services généraux (autres classes)] et 2 préposés aux archives (agents locaux).

Nouveaux postes : 1 P-2, 1 poste d'agent des services généraux (autres classes)

52. Dans son rapport sur la gestion des techniques de l'information au Tribunal, le Bureau des services de contrôle interne a recommandé d'améliorer l'outil informatique, d'automatiser la tenue des archives et de recruter un archiviste chargé d'organiser et d'automatiser les archives afin que les milieux juridiques y aient accès rapidement et facilement. Compte tenu de cette recommandation et de la nécessité d'organiser et d'informatiser les archives, il est proposé d'ajouter au Groupe un poste P-2 d'archiviste.

53. D'autre part, à la suite d'une évaluation des besoins du Groupe, il est proposé de créer un poste d'assistant base de données [agent des services généraux (autres classes)] dont le titulaire serait chargé d'assurer l'appui technique nécessaire à la gestion du nouveau système «Teamwork Integration Facility».

Section de l'aide aux victimes et aux témoins (Arusha)

54. Les activités de la Section, telles qu'elles découlent de diverses dispositions du Règlement de procédure et de preuve et du Statut du Tribunal, sont notamment les suivantes : recommander des mesures à prendre pour la protection des victimes et des témoins; répondre à la Chambre de première instance lorsqu'elle consulte la Section à propos du choix des mesures de protection à prendre pour les victimes et les témoins; demander à un juge ou à une chambre d'ordonner que soient prises les mesures voulues pour assurer la protection des victimes et des témoins et le respect de leur vie privée; assurer avec impartialité les services à l'intention des témoins de l'accusation et de la défense.

55. L'effectif actuel se compose de 1 chef de section (P-4), 1 spécialiste des services d'appui (P-2), 7 agents des services généraux (autres classes) (5 préposés à l'aide aux

témoins, 1 secrétaire bilingue et 1 assistant administratif), 5 agents du Service de sécurité et 7 agents locaux (4 cuisiniers, 1 agent du Service de sécurité et 2 préposés au nettoyage).

Nouveau poste : 1 P-3; postes transférés : 2 postes d'agent des services généraux (autres classes) de la Section de l'aide aux victimes et aux témoins (Kigali)

56. Il faudra renforcer les effectifs pour faire face à la charge de travail engendrée par le fonctionnement simultané des trois chambres de première instance et par les témoins qui auront besoin d'être aidés et protégés à la suite de nouvelles arrestations d'accusés ou de suspects et de leur transfert au Centre de détention. D'autre part, il faudra du personnel supplémentaire pour régler les nouveaux problèmes qui se posent à la Section du fait que certains témoins convoqués par la défense sont en situation irrégulière, vivant dans le pays sans autorisation valable.

57. La nature des activités de la Section exige une grande confidentialité et impose de prendre des mesures de précaution afin d'éviter les tiraillements dans les activités qui touchent à la fois les témoins à charge et à décharge et de faire attention à la façon de traiter témoins et victimes. C'est pourquoi il est nécessaire de découper la Section en deux groupes, le Groupe de l'aide aux témoins de l'accusation et le Groupe de l'aide aux témoins de la défense.

58. En prévision de l'aide qu'il faudra apporter à des témoins de la défense qui seront de plus en plus nombreux du fait de la mise en activité de la troisième chambre de première instance, il est proposé de créer un poste P-3 de fonctionnaire chargé de la protection des témoins. D'autre part, deux agents du Service de sécurité (agents locaux) seraient transférés de Kigali à Arusha, où le volume de travail devrait augmenter.

Section de l'aide aux victimes et aux témoins (Kigali)

59. L'effectif actuel de la Section se compose de 1 responsable de la protection (P-3), 1 responsable de l'aide aux témoins (P-2), 3 agents des services généraux (autres classes) (2 préposés à l'aide aux témoins et 1 assistant administratif), 5 agents du Service de sécurité et 11 agents locaux (7 préposés à l'aide aux témoins, 1 technicien de surface, 1 chauffeur et 2 agents du Service de sécurité).

Postes transférés : 2 postes d'agent du Service de sécurité (AL) transférés à la Section de l'aide aux victimes et aux témoins (Arusha); 1 poste d'agent des services généraux (autres classes) transféré au Bureau du Greffier adjoint (Arusha); 1 poste d'agent des services généraux (autres classes) transféré au Groupe des technologies de l'information et du Système intégré de gestion (Kigali); 1 agent du Service de sécurité transféré au Centre de détention des Nations Unies (Arusha)

60. Étant donné qu'on prévoit qu'en 2000 le plus gros des activités de la Section sera concentré à Arusha, ce qui réduira le volume de travail à Kigali, il est proposé de transférer deux agents du Service de sécurité (agents locaux) à la Section de l'aide aux témoins et aux victimes, à Arusha, pour renforcer les effectifs de cette dernière. Un agent des services de sécurité serait transféré au Centre de détention des Nations Unies à Arusha; 1 poste d'agent des services généraux (autres classes) serait transféré au Bureau du Greffier adjoint, à Arusha, où son titulaire serait chargé d'effectuer des tâches administratives; 1 poste d'agent des services généraux (autres classes) serait transféré au Groupe des technologies de l'information et du Système intégré de gestion, à Kigali.

Section chargée de la liaison avec les avocats et de la gestion du Centre de détention

61. La Section sert d'intermédiaire dans la communication entre tous les avocats de la défense, nomme des avocats chargés de défendre les détenus indigents et contrôle les conditions de détention, et veille à ce que les changements nécessaires soient recommandés au Greffier. Son effectif actuel se compose de 1 chef de section (P-4), 1 juriste (P-3), 1 assistant juridique [agent des services généraux (autres classes)], 2 assistants administratifs [agents des services généraux (autres classes)] et 1 secrétaire (agent local).

Nouveau poste : 1 poste d'agent des services généraux (autres classes)

62. En 2000, le nombre de détenus devrait augmenter sensiblement, passant de 38 à une cinquantaine, et le nombre d'équipes chargées de défendre un accusé devrait augmenter proportionnellement. Les deux assistants administratifs actuellement affectés au Groupe auront besoin de renforts pour les aider à s'occuper des factures et à établir les rapports financiers, à contrôler le paiement des avocats de la défense et à calculer le montant des émoluments de ces derniers. Aussi est-il proposé de créer un poste supplémentaire d'assistant administratif (agent local).

Groupe de la Bibliothèque juridique et des références

63. La Bibliothèque est destinée à aider les juristes en leur permettant de consulter la documentation et l'information dont ils ont besoin dans l'exercice de leurs fonctions. Son personnel est chargé d'élaborer et d'appliquer la politique du Tribunal en matière de documentation et d'information, de définir une politique régissant l'achat de livres et de périodiques et d'établir et de distribuer des documents.

64. L'effectif, qui est réparti entre la Bibliothèque principale à Arusha et l'antenne de Kigali, se compose de 1 chef de groupe (P-3), 1 bibliothécaire de 2e classe (P-2), 3 aides-bibliothécaires (1 agent des services généraux (autres classes) et 2 agents locaux).

Nouveaux postes : 1 P-2, 2 postes d'agent des services généraux (autres classes)

65. Pour pouvoir continuer d'offrir des services de qualité à des utilisateurs de plus en plus nombreux et de traiter la masse d'information qui a besoin d'être indexée et cataloguée, il faut renforcer l'effectif de la Bibliothèque afin qu'il soit mieux à même d'exploiter les ressources documentaires et d'assurer un service efficace à l'intention des autres membres du personnel. La base de données du Tribunal étant opérationnelle, le plus gros du travail à effectuer en 2000 consistera à acheter des livres et des documents, puis à les indexer et les cataloguer. Du fait que la Bibliothèque participe au réseau d'indexation de l'ONU, les utilisateurs pourront consulter la documentation des autres institutions du système des Nations Unies, des missions diplomatiques et des universités, mais ces capacités techniques accrues signifient aussi qu'il faudra que la Bibliothèque dispose d'un personnel suffisamment nombreux et qualifié.

66. Compte tenu de ce qui précède, et afin de garantir que l'information soit disponible sans délai et de maintenir la qualité du service, il est proposé de créer un nouveau poste P-2 de bibliothécaire informaticien [agent des services généraux (autres classes)] à Kigali.

Division de l'administration

67. Le Chef de l'administration a pour mission de gérer la Division, d'assurer la planification stratégique, de superviser l'ensemble des services et d'apporter un appui à tous les organes du Tribunal. L'effectif de son bureau se compose de 1 chef (D-1), 1 fonctionnaire d'administration (P-4), 3 agents des services généraux (autres classes) (2 assistants adminis-

tratifs et 1 secrétaire bilingue) et 1 secrétaire principal. Les deux assistants administratifs sont en poste au Bureau de la gestion des ressources humaines, au Siège de l'ONU.

Centre médical des Nations Unies à Arusha

68. L'effectif du Centre se compose de 1 médecin (P-4) et 2 agents locaux (1 infirmier et 1 réceptionniste); il aide le personnel à choisir les bons dispensateurs de soins et les bonnes pharmacies. Le médecin est habilité à signer les certificats d'aptitude médicale des candidats retenus en vue du recrutement. C'est aussi lui qui apprécie l'état de santé des détenus et qui choisit le meilleur dispensateur de soins pour répondre à leurs besoins en la matière.

Nouveau poste : 1 poste d'agent des services généraux (autres classes)

69. En raison de l'augmentation de l'effectif du Tribunal, il faudra que le médecin soit secondé par un infirmier chef, qui l'aidera à dispenser des soins aux fonctionnaires et à leur famille et qui dispensera des soins infirmiers de base. Un nouveau poste d'agent des services généraux (autres classes) est donc demandé pour un infirmier.

Section du personnel (Arusha)

70. La Section du personnel a trois activités distinctes : recrutement, services à l'intention du personnel et formation. Du fait de l'augmentation considérable, en 1999, des effectifs de personnel international et de personnel local, il est nécessaire de renforcer la Section pour qu'elle puisse s'occuper non seulement des personnes recrutées en 2000 mais aussi de l'administration de la rémunération corrigée pour tenir compte du reclassement d'Arusha aux fins de la prime de sujétion (le lieu d'affectation est passé de la classe B à la classe C).

71. La Section se compose actuellement de 1 chef de section (P-5), 3 P-3 (1 fonctionnaire chargé du recrutement, 1 administrateur du personnel et 1 formateur), 5 assistants d'administration du personnel [1 agent des services généraux (1re classe) et 4 agents des services généraux (autres classes)] et 4 employés de bureau (agents locaux).

Nouveau poste : 1 poste d'agent des services généraux (autres classes)

72. En 1999, la Section du personnel, ayant besoin de renforts pour les groupes chargés du recrutement et des services à l'intention du personnel, a dû avoir recours à des transferts de postes (neuf ont été transférés à la Section) et utiliser les crédits ouverts au titre du personnel intérimaire pour financer quatre autres postes.

73. L'augmentation des effectifs et le développement correspondant des services à assurer à l'intention du personnel rendent nécessaire la création d'un poste d'assistant d'administration du personnel [agent des services généraux (autres classes)].

Section des finances (Arusha)

74. La Section des finances tient la comptabilité générale et les états de paie locaux et elle règle les factures des fournisseurs et les demandes d'indemnité, de remboursement ou d'indemnisation du personnel.

75. La Section se compose de 1 chef des finances (P-5), 1 chef du Groupe de la comptabilité générale (P-4), 1 chef du Groupe des paiements (P-3), 1 chef du Groupe des états de paie (P-2), 7 assistants financiers [agents des services généraux (autres classes)] et 2 agents locaux.

Nouveaux postes : 1 agent des services généraux (autres classes), 3 agents locaux

76. Du fait du reclassement d'Arusha (de B à C) aux fins de l'indemnité de sujétion et du développement des effectifs, la Section des finances devra se renforcer.

77. En 1999, la Section des finances a été contrainte de compléter ses effectifs en transférant quatre postes et en finançant un poste au moyen des crédits ouverts au titre du personnel intérimaire. Il est proposé de créer un poste d'assistant financier [agent des services généraux (autres classes)] au Groupe des paiements, dont le titulaire aiderait à s'occuper des fournisseurs, des factures et des demandes de remboursement. Il est également proposé de créer un poste d'assistant financier (agent local) dans chacun des trois autres groupes (caisse, états de paie et comptabilité générale), qui ont également besoin d'être renforcés.

Section des services généraux

78. La Section des services généraux pourvoit aux besoins du Tribunal dans les domaines suivants : réclamations, Comité de contrôle du matériel, réception et contrôle des marchandises à l'arrivée, gestion des biens et des stocks, distribution des fournitures, voyages, expéditions, visas, cartes de résident, opérations aériennes et enregistrement des textes administratifs. Le Chef de section est à la classe P-5 et il est assisté d'un secrétaire (agent local).

Groupe des achats

79. Le Groupe des achats est chargé de tous les achats effectués à l'étranger et dans le pays, à l'exception des achats locaux effectués à Kigali.

80. Le Groupe se compose de 1 chef de groupe (P-4), 1 fonctionnaire chargé des marchés (P-3), 1 fonctionnaire chargé des achats (P-2), 2 assistants pour les achats [agent des services généraux (autres classes)] et 3 agents locaux.

Groupe des bâtiments

81. Le Groupe des bâtiments est chargé de l'entretien des locaux; il effectue les petits travaux de réparation et le nettoyage des locaux et veille à ce que le personnel dispose d'un espace de travail adéquat. Son effectif actuel se compose de 1 chef de groupe (P-3), 1 fonctionnaire chargé des bâtiments (P-2) et 22 agents locaux (3 architectes, 3 dessinateurs, 2 électriciens, 1 menuisier, 1 plombier, 1 maçon, 6 assistants d'administration des bâtiments, 3 commis, 1 technicien et 1 secrétaire). Aucun nouveau poste n'est demandé pour 2000, mais il est proposé de transférer au Groupe deux postes d'agent du Service mobile provenant du Groupe des communications, qui relève lui aussi de la Section des services généraux.

Postes transférés au sein de la Section : 2 postes d'agent du Service mobile, du Groupe des communications au Groupe des bâtiments

82. Il est proposé de transférer deux postes du Groupe des communications. Le regroupement de toutes les activités touchant l'entretien des locaux, y compris celles de l'électricien et du technicien des groupes électrogènes dont il est proposé de transférer les postes, permettra au Groupe des bâtiments d'assurer ses services de façon plus économique et plus fiable.

Groupe des communications, des technologies de l'information et du Système intégré de gestion

83. Ce Groupe, formé de deux sous-groupes, est chargé des communications par satellite, de l'informatique, de la production d'électricité en cas de panne du réseau et de l'appui technique nécessaire au déroulement des audiences, séances plénières et autres réunions.

84. L'effectif autorisé du Groupe des communications se compose de 1 chef des communications (P-4), 1 fonctionnaire adjoint des communications (P-2), 13 agents du Service mobile (5 techniciens radio, 1 opérateur, 3 techniciens de l'audiovisuel, 1 mécanicien, 1 électricien, 1 assistant de logistique et 1 technicien spécialiste des commutateurs) et 7 postes d'agent local (1 secrétaire, 3 standardistes, 3 techniciens du son).

Nouveaux postes : 3 postes d'agent du Service mobile; postes transférés au sein de la Section : 2 postes d'agent du Service mobile transférés au Groupe des bâtiments et 1 au Groupe des autres services généraux

85. Trois nouveaux postes (1 technicien son et visuels, 1 cadreur et 1 monteur d'enregistrements vidéo) sont nécessaires pour permettre de faire fonctionner le matériel audiovisuel qui a été installé récemment dans deux des chambres de première instance et celui qu'il est prévu d'installer dans la troisième en 2000.

86. En ce qui concerne le transfert des postes d'agent du Service mobile, il est proposé de transférer du Groupe des communications au Groupe des bâtiments un poste de technicien des groupes électrogènes et un poste d'électricien, afin de renforcer les services qui s'occupent des bâtiments et d'assurer leur efficacité. D'autre part, il est proposé de transférer le poste d'opérateur de télécopieur au Service chargé de la valise diplomatique et de l'enregistrement des textes administratifs, afin de renforcer ce service.

87. Le Groupe des technologies de l'information et du Système intégré de gestion se compose actuellement de 1 chef de groupe (P-3), 1 analyste-programmeur (P-2), 1 informaticien auxiliaire (P-2), 3 agents des services généraux (autres classes) (2 assistants-programmeurs et 1 assistant d'appui aux systèmes) et 5 postes d'agent local (2 assistants-programmeurs, 1 administrateur de réseau local, 1 technicien de service d'assistance et 1 secrétaire).

Nouveaux postes : 5 postes d'agent des services généraux (autres classes); 2 postes d'agent local

88. L'accroissement des effectifs du Tribunal a entraîné un développement sensible de la demande de services et d'assistance informatiques. La préparation du passage à l'an 2000 nécessite la mise au point de nouveaux logiciels adaptés au fonctionnement des chambres, du Bureau du Procureur et du Greffe. Le remplacement du matériel et des logiciels de tous les utilisateurs nécessitera un travail énorme. Le réseau local actuel a besoin d'être modernisé et transformé en réseau étendu en établissant une liaison télématique entre les bureaux situés respectivement à l'hôtel Equator et au Centre international de conférences d'Arusha. Il faudra du personnel supplémentaire pour installer le matériel et assurer les services d'appui et de maintenance du réseau dans tous les lieux d'implantation du Tribunal, pour tous les systèmes déjà en place ou à créer, et c'est pourquoi il est demandé de créer des postes pour 1 administrateur de réseau local [agent des services généraux (autres classes)], 1 assistant-programmeur [agent des services généraux (autres classes)], 1 responsable du service d'assistance [agent des services généraux (autres classes)], 1 assistant informaticien [agent des services généraux (autres classes)] et 2 techniciens de service d'assistance (agents locaux). En outre, il faudra créer un poste de formateur en

informatique [agent des services généraux (autres classes)] chargé d'assurer la formation maison du personnel du Tribunal.

Groupe des transports

89. Le Groupe des transports fait partie intégrante de la Division de l'administration. Du fait qu'il n'existe ni à Arusha ni à Kigali de moyens de transport en commun fiables et sûrs, on ne saurait faire l'économie du parc automobile, des chauffeurs et du personnel chargé d'entretenir et de réparer les véhicules. Le Groupe se compose de 1 chef de groupe (P-3) et de 37 agents locaux (34 chauffeurs, 1 assistant, 1 commis dactylographe et 1 pompiste).

Nouveaux postes : 1 poste d'agent du Service mobile, 2 postes d'agent des services généraux (autres classes)

90. On estime que 196 véhicules seront en service en 2000, dont environ 80 à Arusha. Afin que les véhicules soient bien entretenus et en état de circuler, il est proposé de créer un poste de mécanicien responsable des pièces de rechange, dont le titulaire serait chargé de superviser les activités de l'atelier et la gestion des pièces de rechange. En outre, deux nouveaux postes sont demandés pour des mécaniciens électriciens à l'atelier d'Arusha.

Groupe des autres services généraux

91. Ce groupe est responsable des services liés aux voyages, notamment des opérations aériennes, des voyages du personnel et des consultants, des visas et expéditions, des demandes d'indemnisation et des questions relatives au Comité local de contrôle du matériel, du service de l'enregistrement et de la valise diplomatique, du contrôle et de l'inventaire du matériel, de la réception et de l'inspection, ainsi que du service de reprographie interne. Les effectifs actuels se composent de 1 chef de groupe (P-3), de 7 agents des services généraux (autres classes), dont 1 assistant aux expéditions, 1 assistant administratif, 1 agent chargé du contrôle du matériel, 1 agent chargé des voyages, 1 agent chargé des demandes d'indemnisation, 1 agent chargé de l'enregistrement et 1 agent chargé des opérations aériennes; de 10 agents locaux, dont 2 coursiers, 1 agent chargé des expéditions, 1 commis aux voyages, 1 commis à la réception et à l'inspection, 1 commis à la reprographie, 1 technicien, 2 employés de bureau et 1 magasinier.

Poste redéployé : 1 agent du Service mobile transféré du Groupe des communications

92. Le Greffe étant responsable de la gestion du télécopieur, il est proposé de transférer au Groupe des autres services généraux, afin d'améliorer son fonctionnement, un poste d'opérateur radio/télécopie du Groupe des communications. Cet agent s'occuperait du télécopieur pendant 16 heures.

Section de la sécurité, Arusha

93. La Section de la sécurité a pour fonction essentielle de protéger les membres du personnel et les détenus, de protéger les biens de l'Organisation des Nations Unies, d'assurer le transfert international des détenus et, sur le plan local, leur transfert au Tribunal, d'assurer la sécurité des salles d'audience pendant les procès, de recueillir et d'analyser les informations relatives aux menaces dont le Tribunal a fait l'objet, de mener des enquêtes sur les incidents mettant en jeu le personnel ou les biens de l'Organisation et d'assurer la protection des personnalités du Tribunal.

94. La Section de la sécurité se compose actuellement de 100 personnes, dont 1 chef de section (P-5), 1 directeur du Centre de détention (P-3), 1 chef adjoint de la sécurité (P-3), 35 agents de sécurité recrutés sur le plan international et 53 recrutés sur le plan local; 9 agents locaux (1 secrétaire, 2 employés de bureau, 2 cuisiniers, 2 préposés à la censure et 2 gardes). On notera que 12 agents de sécurité sont affectés au Centre de détention, 9 à la protection rapprochée des juges et 1 à la protection rapprochée du Greffier.

Nouveaux postes : 1 P-2, 1 agent local; poste redéployé : 1 agent de sécurité transféré de la Section de l'aide aux victimes et aux témoins

95. En 2000, le volume de travail de la Section de la sécurité devrait augmenter, compte tenu de l'augmentation du nombre de détenus au Centre de détention de l'ONU, et les agents de sécurité auront sans doute plus de mal à veiller au bien-être de tous les détenus. C'est la raison pour laquelle il est proposé de créer un nouveau poste de spécialiste des questions sociales (P-2) pour assurer la supervision et la surveillance de la santé et du bien-être des détenus. Il est également proposé de créer un nouveau poste d'infirmier (agent local) au Centre de détention, afin d'aider le médecin à tenir les dossiers médicaux et à administrer les médicaments.

Section des services linguistiques et des services de conférence, Arusha

96. La Section des services linguistiques et des services de conférence a essentiellement pour fonction de permettre au Tribunal de s'acquitter de son mandat en anglais et en français, ses deux langues de travail en vertu de l'article 31 du Statut, ainsi qu'en kinyarwanda.

97. Les effectifs actuels de la Section se composent de 1 chef de section (P-5); de 5 réviseurs (P-4); de 5 traducteurs/interprètes (P-4); de 31 traducteurs/interprètes (P-3); de 1 administrateur chargé du contrôle des documents (P-2); et d'un personnel d'appui composé de 8 agents des services généraux (autres classes) (4 secrétaires bilingues, 1 correcteur d'épreuves, 3 assistants chargés du contrôle des documents). Pour la Section, offrir aux trois Chambres des services de traduction et d'interprétation simultanée et consécutive de qualité demeure une gageure.

Nouveaux postes: 1 P-3; 4 agents des services généraux (autres classes)

98. Compte tenu du nombre croissant de procès en première instance et en appel, on prévoit que le volume de travail de la Section augmentera considérablement. Outre les appels interlocutoires, quatre jugements rendus à ce jour ont donné lieu à autant d'appels. Les postes supplémentaires qu'il est proposé de créer permettront d'accélérer la traduction des documents présentés et d'améliorer le contrôle de la qualité, ce qui contribuera à réduire la durée des procédures d'instance et d'appel.

99. Il est proposé de créer un nouveau poste de traducteur/interprète anglais/français (P-3) basé à la Haye, afin de renforcer les services linguistiques fournis par le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie pour ce qui est des procédures d'appel du Tribunal et d'assurer la traduction dans des délais raisonnables de tous les documents destinés aux procédures d'appel.

100. Il y a une telle disproportion entre le nombre de secrétaires et le nombre de traducteurs et interprètes que la Section n'est pas en mesure de produire les documents traduits avec la célérité et le niveau de qualité voulus. La grave pénurie d'agents des services généraux a considérablement retardé le travail du Tribunal, notamment des décisions, jugements et appels. Pour y remédier, il est proposé de renforcer les effectifs

actuels en recrutant quatre secrétaires bilingues supplémentaires (kinyarwanda/anglais, kinyarwanda/français anglais/français).

Section des services administratifs, Kigali

101. On prévoit que la délégation de pouvoir donnée à la Section des services administratifs de Kigali prendra effet dans le courant de 2000. Cette délégation de pouvoir permettra aux services administratifs de Kigali de fonctionner de façon semi-autonome, ce qui devrait améliorer les services rendus au Bureau du Procureur et à la Section de l'aide aux victimes et aux témoins.

102. L'entrée en vigueur de la délégation de pouvoir a enregistré du retard, et ce pour deux raisons : a) la nécessité de recruter du personnel d'encadrement hautement qualifié; b) l'installation du système comptable Sun. Ces deux questions étant maintenant réglées, les groupes des finances, du personnel, des voyages et des achats sont autorisés à verser les primes d'affectation, à traiter les demandes de remboursement, à émettre les autorisations de voyage et les bons de commande et à recruter les agents locaux dans le cadre des crédits approuvés. Malgré le retard enregistré dans l'installation du système comptable Sun, celui-ci devrait être pleinement opérationnel d'ici à la fin de 1999.

103. Les fonctions des différents services administratifs de Kigali sont comparables à celles des services d'Arusha, mais ont spécifiquement pour objet d'apporter un appui au Bureau du Procureur et à la Section de l'aide aux victimes et aux témoins à Kigali.

104. Le tableau d'effectifs autorisé pour les Services administratifs de Kigali est actuellement le suivant :

- a) Bureau du Chef adjoint de l'administration : 1 chef adjoint de l'administration (P-5), 1 fonctionnaire d'administration adjoint de 1re classe (P-2) et 1 secrétaire bilingue (agent des services généraux, autres classes), prêté(e) par le Bureau du Procureur;
- b) Groupe du personnel : 1 administrateur du personnel (P-3), 2 assistants d'administration du personnel (agents des services généraux, 1re classe et autres classes);
- c) Groupe des finances : 1 fonctionnaire des finances (P-3) et 2 assistants financiers (agents des services généraux, 1re classe et autres classes);
- d) Services généraux : 1 assistant chargé des services d'enregistrement (agent des services généraux, 1re classe), 1 technicien (agent des services généraux, autres classes) et 1 technicien (agent local);
- e) Achats : 1 commis aux achats (agent local), placé sous l'autorité du fonctionnaire d'administration du Bureau du Chef adjoint de l'administration;
- f) Contrôle du matériel et des stocks/réception et inspection : 1 assistant (agent des services généraux, autres classes) et 1 commis (agent local);
- g) Bâtiments : 1 administrateur adjoint de 1re classe chargé des bâtiments (P-2) et 2 agents locaux (1 plombier, 1 charpentier);
- h) Voyages et expéditions : 2 commis (agents locaux);
- i) Transports : 2 mécaniciens (Service mobile), 16 agents locaux (8 chauffeurs, 2 commis, 1 régulateur, 1 électricien, 4 mécaniciens);
- j) Communications : 5 agents du Service mobile (2 techniciens radio, 1 technicien téléphone, 2 opérateurs radio); 7 agents locaux (1 mécanicien groupes électrogènes, 2 électriciens, 2 standardistes, 1 commis aux factures, 1 technicien radio);

k) Traitement électronique des données/informatique de gestion : 1 programmeur adjoint de 2e classe (P-2), 2 agents des services généraux (autres classes) (1 agent chargé de l'appui logiciel aux utilisateurs et 1 analyste programmes) et 1 agent local chargé des services de dépannage;

l) Sécurité : 1 chef de la sécurité (P-4), 37 agents de sécurité et 1 employé de bureau (agent local);

m) Services linguistiques : 4 traducteurs/interprètes/réviseurs (P-4), 7 traducteurs/interprètes (P-3), 2 traducteurs/interprètes (français/anglais) (P-2), 13 traducteurs kinyarwanda/anglais/français (P-2), 1 coordonnateur adjoint (P-2), 3 secrétaires bilingues (agent des services généraux, autres classes) et 8 interprètes/traducteurs (agents des services généraux recrutés sur le plan local).

105. Compte tenu des responsabilités accrues des services administratifs de Kigali résultant de la délégation de pouvoir, il est proposé de renforcer les services administratifs de Kigali de la façon suivante :

Nouveaux postes : 1 P-2, 2 agents des services généraux (autres classes), 3 agents des services généraux (recrutés sur le plan local)

a) Bureau du Chef adjoint de l'administration : il est proposé de créer un nouveau poste de secrétaire bilingue (agent des services généraux, autres classes) afin de renforcer l'appui fourni par le bureau au Chef de l'administration;

b) Service des bâtiments : la création d'un nouveau poste d'agent local est demandée compte tenu de l'augmentation des effectifs du Bureau du Procureur, ainsi que de la nécessité de réparer et d'entretenir l'espace à usage de bureaux actuellement occupé à Kigali;

c) Transports : il est proposé de créer deux nouveaux postes de mécaniciens (agents locaux). En raison du nombre croissant de personnel d'enquête et de l'utilisation plus intensive de la flotte de véhicules qui en résulte, il faudra du personnel supplémentaire pour entretenir et réparer ces véhicules;

d) Traitement électronique des données/informatique de gestion : il est proposé de créer un nouveau poste d'agent des services généraux (autres classes). Celui-ci sera chargé de former le personnel à l'utilisation de logiciels. En outre, un poste sera transféré de la Section de l'appui aux victimes et aux témoins, pour occuper les fonctions d'assistant au réseau local;

e) Sécurité : il est proposé de créer un nouveau poste de chef adjoint de la sécurité au niveau P-2, afin d'aider le Chef de la sécurité à Kigali et le remplacer en son absence.

Annexe III

État mensuel des effectifs en 1999

Tribunal international pour le Rwanda

	Effectif autorisé	31 décembre 1998	Postes pourvus (janvier-août 1999)							
			Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août
SSG	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
D-2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
D-1	4	1	2	2	2	3	4	4	4	4
P-5	21	13	13	16	16	18	17	17	17	17
P-4	61	43	42	45	47	46	44	44	47	50
P-3	127	61	65	68	76	78	80	80	81	85
P-2	92	50	45	45	42	43	43	45	47	55
Total partiel	307	170	169	178	185	190	190	192	198	213
Taux de vacance			45,0	42,0	39,7	38,1	38,1	37,5	35,5	30,6
Services généraux et catégories apparentées										
Services généraux (1re classe)	6	4	4	4	4	5	5	5	5	4
Services généraux (autres classes)	133	79	79	84	87	94	96	100	108	109
Service mobile	20	14	14	14	14	14	14	14	14	14
Service de sécurité	82	56	54	56	56	55	55	54	55	57
Agents locaux	224	151	181	182	184	189	190	188	196	195
Total partiel	465	304	332	340	345	357	360	361	378	379
Taux de vacance			28,6	26,9	25,8	23,2	22,6	22,4	18,7	18,5
Total	772	474	501	518	530	547	550	553	576	592
Taux de vacance			35,1	32,9	31,3	29,1	28,8	28,4	25,4	23,3

Bureau du Procureur

	Effectif autorisé	31 décembre 1998	Postes pourvus (janvier-août 1999)							
			Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août
SSG	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D-2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
D-1	2	—	—	—	—	1	2	2	2	2
P-5	12	7	6	9	8	9	8	8	8	8
P-4	31	24	22	23	25	24	22	22	24	26
P-3	63	28	28	32	38	38	39	39	40	41
P-2	48	28	26	25	19	19	18	19	21	27
Total partiel	157	88	83	90	91	92	90	91	96	105
Taux de vacance			47,1	42,7	42,0	41,4	42,7	42,0	38,9	33,1
Services généraux et catégories apparentées										
Services généraux (1re classe)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

	<i>Effectif autorisé</i>	<i>31 décembre 1998</i>	<i>Postes pourvus (janvier-août 1999)</i>							
			<i>Janvier</i>	<i>Février</i>	<i>Mars</i>	<i>Avril</i>	<i>Mai</i>	<i>Juin</i>	<i>Juillet</i>	<i>Août</i>
Services généraux (autres classes)	33	16	15	15	15	15	16	15	16	17
Service mobile	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Service de sécurité	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Agents locaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total partiel	33	16	15	15	15	15	16	15	16	17
Taux de vacance			54,5	54,5	54,5	54,5	51,5	54,5	51,5	48,5
Total	190	104	98	105	106	107	106	106	112	122
Taux de vacance			48,4	44,7	44,2	43,7	44,2	44,2	41,1	35,8

Greffé

	<i>Effectif autorisé</i>	<i>31 décembre 1998</i>	<i>Postes pourvus (janvier-août 1999)</i>							
			<i>Janvier</i>	<i>Février</i>	<i>Mars</i>	<i>Avril</i>	<i>Mai</i>	<i>Juin</i>	<i>Juillet</i>	<i>Août</i>
SSG	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
D-2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D-1	2	1	2	2	2	2	2	2	2	2
P-5	9	6	7	7	8	9	9	9	9	9
P-4	30	19	20	22	22	22	22	22	23	24
P-3	64	33	37	36	38	40	41	41	41	44
P-2	44	22	19	20	23	24	25	26	26	28
Total partiel	150	82	86	88	94	98	100	101	102	108
Taux de vacance			42,7	41,3	37,3	34,7	33,3	32,7	32,0	28,0
Services généraux et catégories apparentées										
Services généraux (1re classe)	6	4	4	4	4	5	5	5	5	4
Services généraux (autres classes)	100	63	64	69	72	79	80	85	92	92
Service mobile	20	14	14	14	14	14	14	14	14	14
Service de sécurité	82	56	54	56	56	55	55	54	55	57
Agents locaux	224	151	181	182	184	189	190	188	196	195
Total partiel	432	288	317	325	330	342	344	346	362	362
Taux de vacance			26,6	24,8	23,6	20,8	20,4	19,9	16,2	16,2
Total	582	370	403	413	424	440	444	447	464	470
Taux de vacance			30,8	29,0	27,1	24,4	23,7	23,2	20,3	19,2

Annexe IV

Matériels nécessaires en 2000

(En milliers de dollars des États-Unis, sauf indication contraire)

	(1)	(2)	(3)=(1)+(2)	(4)	(5)	(6)=(4)+(5)	(7)	(8)=(6)x(7)
	<i>Stock au 31 décembre 1999</i>			<i>Articles proposés</i>				
	<i>Stock disponible</i>	<i>Matériel commandé</i>	<i>Stock total</i>	<i>Articles à remplacer</i>	<i>Matériel supplémentaire</i>	<i>Nombre total d'articles</i>	<i>Coût unitaire</i>	<i>Coût total</i>
Mobilier et accessoires de bureau								
Bureaux	560	175	735		45	45	322	14 490
Chaises	2 180	315	2 495		45	45	127	5 693
Chaises pour salles d'audience	578	—	578		—	—		—
Chaises pour visiteurs					80	80	58	4 600
Tables d'ordinateur	473	75	548		50	50	127	6 325
Tables	244	6	250		—	—		—
Meubles-classeurs	367	120	487		50	50	86	4 313
Étagères de bureau	288		288		40	40	173	6 900
Étagères métalliques/en bois	118	—	118		—	—	—	—
Fontaines réfrigérées	65		65		10	10	270	2 700
Climatiseurs	46		46		15	15	1 500	22 500
Armoires résistantes au feu	—		—		15	15	1 180	17 700
Armoires	11	—	11		—	—	—	—
Canapés	15	—	15		—	—	—	—
Total partiel	4 945	691	5 636		350	350		85 220
Autre matériel de bureau								
Aspirateurs/polisseuses	43	—	43	—	—	—	—	—
Photocopieurs grand modèle	12	2	14	—	6	6	19 600	117 600
Photocopieurs petit modèle	5	2	7	—	4	4	3 376	13 505
Déchiqueteuses	79		79	13	2	15	1 895	28 425
Relieuses	8		8	5	3	8	1 215	9 720
Dictaphones	106		106		5	5	2 600	13 000
Sténotypes	14		14		8	8	3 837	30 696
Télécopieurs	56		56		6	6	1 044	6 264
Lave-vaisselle électriques	1	—	1	—	2	2	752	1 504
Réfrigérateurs	44	—	44	—	5	5	400	2 000
Calculatrices	5		5	2	3	5	2 200	11 000
Machines à écrire	25		25		12	12	739	8 868
Coffres	38		38		5	5	1 500	7 500
Conteneurs	18	7	25	—	—	—		—
Tentes	9	—	9	—	—	—		—
Outils et matériel			—			—		—

	(1)	(2)	(3)=(1)+(2)	(4)	(5)	(6)=(4)+(5)	(7)	(8)=(6)x(7)
	Stock au 31 décembre 1999			Articles proposés				
	Stock disponible	Matériel commandé	Stock total	Articles à remplacer	Matériel supplé- mentaire	Nombre total d'articles	Coût unitaire	Coût total
Total partiel	463	11	474	20	61	81	–	250 082
Matériel audiovisuel	2		2		1	1	400 000	400 000
Téléviseurs	37	–	37	–	–	–		–
Magnétoscopes à cassettes	18	–	18	–	–	–	–	–
Total partiel	55	–	55	–	1	1	–	400 000
Traitement électronique des données/informatique de gestion								
Unité centrale	401		401		30	30	2 500	75 000
Moniteurs	314		314			–		
Ordinateurs portables	134		134		10	10	3 500	35 000
Imprimantes	272		272		30	30	1 350	40 500
Logiciels					1	1	80 000	80 000
Concentrateurs					1	1	30 000	30 000
Routeurs					1	1	13 000	13 000
Serveurs	8		8		–	–	–	–
Accessoires et pièces détachées réseau					1	1	60 000	60 000
Matériel d'entretien réseau					1	1	40 000	40 000
Pare-feu Cisco					4	4	2 700	10 800
Système d'alimentation sans interruption (conditionnement de puissance et protection des données)	56		56		60	60	670	40 200
Scanners	5		5		4	4	750	3 000
Total partiel	715	–	715	–	143	143	–	427 500
Matériel de sécurité								
Appareils de radiographie à balayage linéaire	4		4			4		
Armes à feu	45	21	66			66		
Munitions de 9 mm	24 300	–	24 300	30 000	–	30 000	–	6 000
Cages à explosifs	2		2					–
Couvertures à explosifs	2		2					–
Appareils de filtrage du courrier 10K	2		2					–
Appareils radioscopiques de filtrage du courrier Max 20	3		3					–
Portiques à détecteur de métaux	8		8					–
Planches d'immobilisation avec appui-tête	6		6					–
Appareils d'imagerie numérique pour cartes d'identité			–	2		2	18 750	37 500
Appareils pour photos d'identité	2		2					–
Appareils polaroid	1		1					–
Massicots	2		2					–
Machines à plastifier	2		2					–
Extincteurs 4 kg ABC	3		3					–

	(1)	(2)	(3)=(1)+(2)	(4)	(5)	(6)=(4)+(5)	(7)	(8)=(6)x(7)
	<i>Stock au 31 décembre 1999</i>			<i>Articles proposés</i>				
	<i>Stock disponible</i>	<i>Matériel commandé</i>	<i>Stock total</i>	<i>Articles à remplacer</i>	<i>Matériel supplémentaire</i>	<i>Nombre total d'articles</i>	<i>Coût unitaire</i>	<i>Coût total</i>
Extincteurs 9 kg ABC	20	72	92					—
Extincteurs CO ₂ 5 kg	3	74	77				—	—
Extincteurs 4 kg au halon	16		16					—
Extincteurs 50 kg	9		9					—
Extincteurs à mousse 120 litres		7	7					—
Pistolet extincteur, métal, 2 1/2"		2	2		1	1	155	155
Chaises de transport		2	2		1	1	665	665
Harnais de sécurité		4	4		1	1	396	396
Cordes d'alpinisme de 200 mètres à faible tension		1	1		1	1	540	540
Échelles d'évacuation	3		3			—		—
Crochet en huit		4	4		1	1	49	49
Mousquetons, alliage léger		4	4		1	1	62	62
Clefs à griffe et rallonges, alliage léger		1	1		1	1	36	36
Raccords femelles simples BRST		1	1		1	1	87	87
Tuyaux d'incendie en toile et raccords		10	10		1	1	908	908
Boîtes vitrées pour le rangement des clefs de sûreté		44	44		1	1	190	190
Appareils respiratoires		20	20		1	1	2 474	2 474
Haches de sapeur-pompier		2	2		1	1	255	255
Couvertures ignifuges pour petits feux		69	69		1	1	638	638
Extincteurs à mousse, 10 litres	6		6			—		—
Loquets		7	7		1	1	60	60
Dispositifs d'ouverture antipanique et alarmes d'issue de secours		5	5		1	1	1 197	1 197
Dispositifs antipanique		23	23		1	1	1 473	1 473
Seaux à incendie en métal	20		20			—		—
Outils pour forcer les portes	2		2			—		—
Dévidoirs pour tuyaux d'incendie	6		6			—		—
Caméras à dispositif de couplage de charge 1/3", type FC-67			—		8	8	142	1 136
Caméras à dispositif de couplage de charge 1/3", type CB24HR			—		8	8	294	2 352
Caméscopes 6-60 mm			—		6	6	628	3 768
Caméscopes 5,7-34 mm			—		6	6	407	2 442
Appareils à focale fixe 4 mm			—		15	15	107	1 605
Fixations murales BK 190			—		15	15	11	165
Têtes panoramiques basculantes, type PTH910			—		4	4	584	2 336
Têtes panoramiques basculantes, type PTH720			—		4	4	216	864
Fixations murales, type PTB			—		5	5	94	470
Boîtiers étanches, type CHOB					4	4	200	800
Lampes infrarouges, type UL MIN					5	5	26	130
Boîtiers de télécommande type CSRWBX					4	4	275	1 100
Caméras à dispositif de couplage de charge 1/4", sous cloche, type SMD-08P-11					2	2	2 200	4 400

	(1)	(2)	(3)=(1)+(2)	(4)	(5)	(6)=(4)+(5)	(7)	(8)=(6)x(7)
	Stock au 31 décembre 1999			Articles proposés				
	Stock disponible	Matériel commandé	Stock total	Articles à remplacer	Matériel supplé-mentaire	Nombre total d'articles	Coût unitaire	Coût total
Blocs d'alimentation courant continu 24 volts					60	60	22	1 320
Multiplexeur 16 canaux					4	4	1 715	6 860
Chrono-enregistreurs vidéo					4	4	1 100	4 400
Commutateurs vidéo					2	2	500	1 000
Émetteurs de télémesures					2	2	270	540
Écrans de contrôle vidéo 12" B/W					8	8	130	1 040
Écrans de contrôle vidéo 15" B/W					3	3	470	1 410
Récepteurs de télémesures, type CSRWBX 230/24					3	3	610	1 830
Câble coaxial type RG59 (unité : 100 mètres)					4 000	4 000	1	2 800
Câble principal plastique type P21 (au mètre)					800	800	12	9 600
Câble principal plastique type P19 (au mètre)					400	400	10	4 000
Connecteur BNC type D0007					350	350	30	10 500
Total, matériel de télévision à circuit fermé								76 052
Avertisseurs individuels, résidences des personnalités								–
Montant forfaitaire – autres matériels (torches, batteries, dispositifs réfléchissants, matériel d'intervention, matraques, étuis à revolver, matériel anti-incendie, balises, sirènes, projecteurs, matériel pour cordons de sécurité, etc.)								10 000
Total partiel, matériel de sécurité	42	146	188	–	5 722	5 722	–	129 552
Matériel de communication								
Récepteurs radio portables	831	100	931	75	–	75	400	30 000
Radios portables GP300/Saber (fixées)	48	–	48	–	–	–		
Stations fixes radio GM 300	10	–	10	–	–	–		
Liaisons téléphoniques rurales pour communications hors site	67	–	67	20	–	20	5 000	100 000
Groupes électrogènes > 500 kVA	2	–	2	–	–	–		
Groupes électrogènes > 50 kVA	2	–	2	–	–	–		
Groupes électrogènes < 50 kVA	52	–	52	–	–	–		
Téléphones cellulaires					20	20	300	6 000
Postes émetteurs internes/casques d'écoute					4	4	5 500	22 000
Téléphones Inmarsat, Planet I	1	–	1	–	–	–		
Téléphones Inmarsat, Thrane	–	2	2	–	–	–		
Centraux téléphoniques (mise à niveau)	–	3	3	–	–	–		
Centraux téléphoniques (nouveaux)	–	3	3	–	–	–		
Centraux téléphoniques existants	6	–	6	–	–	–		
Combinés téléphoniques (numériques)	63	70	133	50	–	50	150	7 500
Combinés téléphoniques (analogues)	350	100	450	50	–	50	50	2 500
Pièces détachées et outils, communication					1	1	100 000	97 000
Transpondeur, accès multiple en fonction de la demande					1	1	260 000	260 000

	(1)	(2)	(3)=(1)+(2)	(4)	(5)	(6)=(4)+(5)	(7)	(8)=(6)x(7)
	<i>Stock au 31 décembre 1999</i>			<i>Articles proposés</i>				
	<i>Stock disponible</i>	<i>Matériel commandé</i>	<i>Stock total</i>	<i>Articles à remplacer</i>	<i>Matériel supplémentaire</i>	<i>Nombre total d'articles</i>	<i>Coût unitaire</i>	<i>Coût total</i>
Total partiel	1 432	278	1 710	195	26	221	–	525 000
Matériel de transport								
Berlines (grand modèle)	9	–	9	6	–	6	25 000	150 000
Berlines (petit modèle)	1	–	1	–	–	–	–	–
Véhicules tout terrain 4 x 4	123	–	123	19	–	19	18 000	342 000
Ambulances 4 x 4	–	–	–	–	1	1	30 000	30 000
Camionnettes 4 x 4	28	–	28	2	–	2	14 000	28 000
Autobus moyens (25 passagers)	2	–	2	–	–	–	3 837	–
Minibus	16	–	16	12	–	12	15 000	180 000
Véhicules blindés 4 x 4	2	4	6	–	–	–	–	–
Camions (transport de marchandises)	3	–	3	–	–	–	–	–
Dépanneuses	1	–	1	–	–	–	–	–
Camions blindés	1	–	1	–	–	–	–	–
Camionnettes de livraison	2	–	2	–	–	–	–	–
Motocyclettes légères	3	–	3	–	–	–	–	–
Outils et matériels	–	–	–	–	–	–	–	77 500
Total partiel	191	4	195	39	1	40	–	730 000
Total	7 843	1 130	8 793	254	6 304	6 558	–	2 624 854

Annexe V

Indicateurs du volume de travail

A. Chambres

<i>Indicateurs de résultats : Chambres</i>	<i>1998 Chiffres effectifs</i>	<i>1999 Prévisions^a</i>	<i>2000 Projections</i>
Procès	3	6	6
Appels	11	4	7
(2 appels sur le fond et 9 appels interlocutoires)			
Journées d'audience	198	345	442
Journées de séance plénière	5	5	5

^a Voir A/C.5/53/15.

B. Bureau du Procureur

<i>Indicateurs de résultats : Bureau du Procureur</i>	<i>1998 Chiffres effectifs</i>	<i>1999 Projections^a</i>	<i>2000 Projections</i>
Section des enquêtes – Kigali			
Nombre d'enquêtes	90	90	90
Actes d'accusation (nombre cumulatif depuis 1995)	29	36	36
Missions	470	500	800
Témoins interrogés	650	650	800
Dépositions obtenues	500	600	700
Arrestations	6	12	20
Section des poursuites – Kigali			
Requêtes/demandes/réponses	125	150	160
Procès en préparation	12	9	7
Procès en cours	4	6	6
Procès terminés	3	4	4
Verdicts	2	4	4
Appels	2	4	16*
Admissions de culpabilité	1	–	–
Groupe des éléments de preuve et des informations			
Documents indexés	4 000	10 000	1 000

* Le nombre d'appels prévu pour 2000 comprend les appels sur le fond et les appels interlocutoires.

^a Voir A/C.5/53/15.

C. Greffe

	1998 <i>Chiffres effectifs</i>	1999 <i>Prévisions^a</i>	2000 <i>Projections</i>
Section de la presse et de l'information			
Représentants des médias inscrits sur la liste de distribution	1 210	1 500	1 500
Communiqués de presse publiés	86	150	100
Demandes d'informations par téléphone ou de documents, émanant de la presse	1 000	1 300	1 000
Demandes d'informations par téléphone ou de documents, émanant du public	600	1 000	700
Visites organisées d'universitaires ou d'autres groupes	60	100	100
Bulletins d'information	3	4	6
Journalistes accrédités	202	400	340
Expositions photographiques	3	10	10
Ateliers/séminaires	–	5	5
Section du service des audiences			
Audiences	234	345	442
Nombre de pages de procès-verbaux	47 800	70 000	99 052
Nombre de documents produits	2 500	3 500	2 985
Procès terminés	3	–	–
Section de l'aide aux victimes et aux témoins			
Témoins	68	180	210
Journées de comparution de témoins	847	2 300	2 683
Demande de réinstallation	11	32	38
Témoins appelant une protection supplémentaire	16	83	105
Témoins appelant des mesures d'aide spéciales			
Aide médicale et psychologique	52	120	140
Vêtements, etc.	65	160	187
Résidences protégées	3	4	4
Section chargée de la liaison avec les avocats et de la gestion du Centre de détention			
Nombre de conseils	45	60	50
Membres supplémentaires de la défense	30	55	50
Nombre maximum de détenus	32	54	50
Section des services juridiques généraux et de l'appui aux Chambres			
Jugements définitifs (en anglais et en français)	3	4	9
Décisions de justice (en anglais et en français)	100	130	160
Mandats d'arrêt (en anglais et en français)	15	15	15
Confirmation d'actes d'accusation (en anglais et en français)	15	15	15
Décisions prises en vertu de l'article 40 <i>bis</i> du Règlement (en anglais et en français)	–	–	–
Dossiers et mémoires juridiques	35	40	45
Préparation de la session plénière du Tribunal	1	2	1
Rapport annuel	1	1	1
Annuaire	–	2	1
Division de l'administration			

	1998 <i>Chiffres effectifs</i>	1999 <i>Prévisions^a</i>	2000 <i>Projections</i>
Section du personnel			
Tableau d'effectifs	616	830	916
Candidatures reçues et examinées	4 500	6 000	4 000
Contrats de louage de services	75	80	100
Offres d'engagement	100	100	95
Tests préliminaires	70	75	100
Cours de formation	50	55	80
Section des finances			
Effectifs figurant sur les états de paie (budget ordinaire, fonds extrabudgétaires et projets)			
Personnel local	211	360	390
Personnel international (portion locale de la rémunération)	284	330	450
États financiers mensuels (en dollars É.-U.)			
Demandes de remboursement (de frais de voyage, etc.)	4 100 000	5 000 000	5 500 000
Autres versements	13 200 000	15 000 000	20 000 000
Crédits ouverts	50 800 000	73 000 000	90 000 000
Dépenses extrabudgétaires	3 300 000	4 000 000	1 200 000
Nombre de bordereaux de décaissement	—	—	8 200
Nombre de chèques émis	—	—	17 150
Nombre de reçus officiels établis	—	—	2 100
Nombre d'états financiers	—	—	12
Nombre de rapports sur l'exécution du budget	—	—	12
Section des services généraux			
Travaux achevés	150	175	200
Gros travaux en cours	10	10	17
Télécopies, valise et courrier du Greffe, nombre d'articles :			
Reçus	30 500	34 000	36 000
Envoyés	15 000	18 000	20 000
Photocopies : nombre de pages	750 363	2 000 000	2 000 000
Nombre d'articles envoyés par la valise	—	—	1 500
Nombre d'articles reçus par la valise	—	—	1 500
Demandes de visas ou permis de résidence			
Nombre de bons de commande (PRO.6)	500	600	750
Expéditions à l'occasion de nominations	—	—	400
Expéditions à l'occasion de rapatriements	—	—	30
Expéditions à l'occasion de congés dans les foyers	—	—	30
Opérations aériennes			
Nombre de vols	—	—	200
Nombre de passagers	300	350	400
Nombre d'articles transportés : valise, marchandises, bagages	1 800	2 000	2 000
1 500	1 800	2 000	
Voyages			
Demandes d'autorisation de voyage examinées	1 028	1 100	3 000
Factures	823	1 000	3 000

	1998 <i>Chiffres effectifs</i>	1999 <i>Prévisions^a</i>	2000 <i>Projections</i>
Achats			
Commandes passées	415	450	480
Contrats signés	15	15	18
Contrats examinés par le Comité local des marchés	30	35	40
Contrats examinés par le Comité des marchés du Siège	10	6	6
Résidences protégées			
Communications et systèmes d'information/Système intégré de gestion			
Réseaux locaux	3	4	5
Connexions aux réseaux locaux	350	500	1 000
Appels au service de dépannage	3 550	4 550	36 000
Appels au service de dépannage par préposé	1 954	3 250	18 000
Service de dépannage – ordinateurs installés	700	1 350	1 500
Nombre d'audiences avec enregistrement audio et vidéo	332	750	450
Postes téléphoniques PABX	552	800	1 000
Demandes d'installation de nouveaux postes/de déplacements de poste	200	300	700
Dépannages (communications)	600	900	1 400
Réparations et installations (électricité)	240	400	400
Groupes électrogènes pour les communications	400	600	880
Nombre de demandes adressées au service de dépannage	1 200	1 600	3 400
Nombre de pages de télécopie envoyées	60 000	90 000	110 000
Nombre de pages de télécopie reçues	15 000	20 000	25 000
Nombre d'appels reçus au central	27 600	40 000	60 000
Groupe des transports			
Nombre de coupons de carburant	11 400	13 600	19 300
Nombre de commandes de travaux d'entretien et de réparation de véhicules	2 400	2 500	4 000
Coupons de transport	15 800	18 000	26 900
Nombre de pièces détachées de véhicules commandées	1 824	2 100	3 500
Section des services linguistiques et des services de conférence			
Nombre de pages traduites	18 746	22 000	22 000
Nombre d'audiences avec services d'interprétation (Arusha)	198	345	445
Nombre de journées de travail d'interprète sur le terrain (Kigali)	700	3 000	4 075
Section des services de sécurité			
Nombre moyen de patrouilles et de factions par jour	15	36	28
Nombre de cartes d'identité délivrées au personnel	1 400	1 500	1 200
Nombre de laissez-passer délivrés aux visiteurs	1 800	1 500	1 000
Nombre d'agents assurant la sécurité des salles d'audience et des accusés	4	15	16
Nombre d'agents assurant la sécurité du siège du Tribunal	50	68	75
Nombre d'agents assurant la sécurité du Centre de détention	13	19	16

^a Voir A/C.5/53/15.

Annexe VI

Contributions volontaires et activités financées par des fonds d'affectation spéciale

1. Dans sa résolution 49/251 du 20 juillet 1995, l'Assemblée générale a invité les États Membres et les autres parties intéressées à apporter pour le Tribunal des contributions volontaires, tant en espèces que sous forme de services ou de fournitures pouvant être acceptés par le Secrétaire général.

2. À ce jour, les contributions en espèces versées au Fonds de contributions volontaires pour les activités du Tribunal international pour le Rwanda s'élèvent à 7 848 999 dollars. Le tableau ci-après en donne le détail.

Contributions en espèces versées au Fonds de contributions volontaires au 30 septembre 1999

(En dollars des États-Unis)

Belgique	2 705 450
Canada	734 850
Chili	1 000
Danemark	43 452
Égypte	1 000
Espagne	150 000
États-Unis d'Amérique	50 000
Finlande	182 983
Grèce	20 000
Irlande	237 704
Israël	7 500
Liban	3 000
Norvège	49 983
Nouvelle-Zélande	34 792
Pays-Bas	2 995 531
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	372 000
Saint-Siège	3 000
Suède	68 729
Suisse	188 025
Total	7 848 999

3. Des discussions sont en cours avec plusieurs donateurs concernant leur apport au Fonds de contributions volontaires. Une contribution a été reçue pour financer les activités de l'Équipe spéciale de recrutement et les frais de fonctionnement du matériel de vidéoconférence. Une autre contribution a été versée par Internews afin d'appuyer l'utilisation du matériel de communications et d'enregistrement vidéo de la Section de la presse et de l'information.

4. Des contributions volontaires ont été utilisées en 1999 pour appuyer les activités touchant l'aide à fournir aux témoins et aux témoins potentiels, l'indexage des éléments de preuve, une campagne d'information et de sensibilisation du public et diverses activités de l'Équipe spéciale de recrutement du Tribunal.

Annexe VII

Suite donnée aux recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et par d'autres organes de contrôle interne et externe

Résumé de la recommandation

Mesure prise pour y donner suite

Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/53/659)

Le Comité consultatif a souligné combien il importait que le Bureau du Procureur puisse sélectionner rapidement les candidats. Il a jugé indispensable de simplifier considérablement les formalités d'approbation des candidatures à soumettre au Bureau du Procureur (par. 9).

Le Comité consultatif a recommandé que le poste d'agent local requis pour un/une secrétaire du fonctionnaire du protocole soit trouvé parmi les effectifs d'agents locaux déjà approuvés ou qui seraient approuvés pour le Tribunal (par. 50)

En ce qui concerne la demande de création d'un atelier d'entretien des véhicules et d'un magasin de pièces détachées, le Comité consultatif a recommandé qu'une étude détaillée portant sur toutes les incidences administratives et financières du projet soit effectuée avant que le plan ne soit mis en oeuvre. Le Comité a estimé que la demande aurait dû être précédée d'une analyse coûts-avantages de la question de l'entretien et de la réparation des véhicules à Arusha (par. 68).

Le Comité consultatif a recommandé que les services d'interprétation et de traduction soient suivis attentivement et que des données précises de performance soient établies afin de pouvoir évaluer avec exactitude les besoins futurs (par. 71).

Le Comité a recommandé au Secrétaire général de constituer un groupe d'experts indépendants siégeant à titre individuel, qui serait chargé d'évaluer les opérations et le fonctionnement des Tribunaux pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie (par. 84).

À la fin d'août 1999, le taux de vacance de postes au Bureau du Procureur avait été ramené à 36 %, contre 48 % au 1er janvier. Globalement, le taux de vacance de postes au Tribunal n'était plus que de 23 %, et l'on comptait qu'à la fin de l'exercice il serait encore réduit (voir annexe VII A).

La demande de création d'un poste d'agent local pour un/une secrétaire du fonctionnaire du protocole est retirée.

On trouvera à l'annexe VII B un rapport succinct contenant une analyse coûts-avantages du projet.

On trouvera à l'annexe VII C un rapport succinct sur les services linguistiques et services de conférence.

Le Groupe d'experts constitué pour évaluer les opérations et le fonctionnement des Tribunaux devrait avoir terminé ses travaux d'ici à la fin de 1999.

A. Résumé du rapport de l'Équipe spéciale de recrutement pour le Tribunal pénal international pour le Rwanda

1. L'Équipe spéciale de recrutement pour le Tribunal pénal international pour le Rwanda a été créée le 6 février 1999 afin d'aider le Tribunal à pourvoir 277 postes vacants sur les 772 postes approuvés pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1999.
2. Au 1er janvier 1999, le taux de vacance de postes au Tribunal était de 35 %. Au 31 août, 100 nouveaux fonctionnaires ayant pris leur service auprès du Tribunal, il n'était plus que de 23 %.
3. Des candidats ont été sélectionnés pour 106 autres postes et l'on prévoit que, d'ici à la fin de l'année, 32 nouveaux fonctionnaires entreront en fonctions.

4. Au 1er janvier 1999, 74 pays étaient représentés parmi le personnel du Tribunal, dont 36 pays non africains. Au 31 août, 81 pays étaient représentés, et ce nombre devait atteindre 84 au 31 octobre 1999.
5. Au 1er janvier 1999, l'effectif d'administrateurs du Tribunal comptait 23 % de femmes. Au 31 août 1999, le pourcentage était de 27 %. Entre le 1er janvier et le 31 août 1999, le pourcentage de femmes affectées à des postes de la classe P-5 ou de rang supérieur est passé de 18 % à 23 %.
6. Au 31 août 1999, 36 % des fonctionnaires du Tribunal recrutés sur le plan international provenaient de pays non africains, ce qui, parmi tous les bureaux hors Siège de l'Organisation, constituait le taux le plus élevé de représentation non régionale.
7. S'agissant du niveau de formation universitaire, 52 % des candidats recrutés se sont avérés avoir des qualifications supérieures à celles qu'exigeait l'avis de vacance de poste. Dans 43 % des cas, leurs qualifications correspondaient à celles qui étaient demandées et, pour les 5 % restants, elles étaient légèrement inférieures. Dans ce dernier cas, le recrutement s'explique parfois par le fait que des directeurs de programme ont accordé plus d'importance à l'expérience qu'aux titres universitaires. Ainsi, pour le poste d'avocat de l'accusation, un candidat titulaire d'une licence mais ayant exercé pendant 15 ans a pu être choisi de préférence à un candidat titulaire d'un doctorat mais qui ne comptait que 3 à 5 années d'expérience. En outre, un diplôme délivré par une école de police, exigé pour les enquêteurs adjoints, n'a pas été assimilé à un diplôme d'études supérieures de haut niveau. On notera que, parmi les candidats n'ayant pas tout à fait la formation universitaire requise, 82 % comptent davantage d'années d'expérience que n'en exigeait l'avis de vacance de poste.
8. Entre le 1er janvier et le 31 août 1999, 26 candidats sélectionnés ne se sont pas présentés au Tribunal pour prendre leurs fonctions. La principale raison avancée par les intéressés est qu'ils avaient l'impression que les infrastructures à Arusha et à Kigali étaient insuffisantes (hôpitaux, magasins, écoles, possibilités de loisirs, etc.).

B. Incidences administratives et financières de la création d'un atelier d'entretien des véhicules et d'un magasin de pièces détachées relevant du Groupe des transports du Tribunal pénal international pour le Rwanda

1. En 1996, le Tribunal exploitait un parc de 39 véhicules au siège d'Arusha. Toyota étant le constructeur de 90 % de ces véhicules, les travaux d'entretien et de réparation étaient généralement confiés au concessionnaire local Toyota. Les quatre autres véhicules (trois minibus Hyundai et un camion blindé Mercedes) étaient entretenus par deux autres garages locaux.
2. Les premières années, lorsque le Tribunal ne disposait que de 39 véhicules à Arusha et que ceux-ci étaient entretenus et réparés par des garages locaux, les travaux étaient exécutés plus vite qu'ils ne le sont depuis que le parc automobile a été sensiblement renforcé. À l'heure actuelle, une fois expirée la garantie accordée par le fabricant sur les nouveaux véhicules, les garages locaux ne s'occupent plus en priorité des véhicules du Tribunal, ce qui fait qu'ils sont souvent inutilisables pendant de longues périodes.
3. Outre la longueur des délais d'exécution des travaux d'entretien et de réparation, on a également constaté que le stock de pièces détachées était souvent insuffisant, d'où des retards supplémentaires, et que bon nombre des pièces utilisées étaient de mauvaise qualité.

4. Aux fins du fonctionnement de l'atelier du Tribunal à Kigali, où les véhicules sont sans cesse utilisés pour les enquêtes, le Tribunal commande maintenant les pièces détachées à des fournisseurs à l'étranger. Une comparaison des coûts, selon que les pièces sont achetées par le Tribunal ou fournies par les garages locaux à Arusha, montre que ceux-ci demandent de deux à sept fois plus que si le matériel est commandé et entreposé par le Tribunal.

5. Le tableau ci-après permet de comparer le coût des pièces détachées, selon qu'elles sont fournies par les garages locaux ou achetées par le Tribunal à des fournisseurs à l'étranger.

Comparaison du coût des pièces détachées pour le Toyota Hilux/4 Runner

Pièces	Coût unitaire (En dollars É.-U.)	
	Pièces fournies par les garages locaux	Pièces achetées par le Tribunal
Filtre à huile	38,1	23,2
Filtre à carburant	32,4	17,4
Filtre à air	49,6	19,3
Plaquette de frein à disque	79,7	31,7
Mâchoire garnie (frein arrière)	88,1	25,0
Amortisseur avant	29,5	17,3
Amortisseur arrière	35,4	17,3
Élément maître-cylindre	316,5	203,6
Phare droit	315,5	38,2
Phare gauche	315,5	38,2
Feux arrière droit	79,5	31,6
Feux arrière gauche	54,0	31,6
Jante	203,8	7,0
Courroie de ventilateur	31,1	16,0
Total	1 668,7	517,4

Comparaison du coût des pièces détachées pour la Nissan Patrol

Pièces	Coût unitaire (En dollars É.-U.)	
	Pièces fournies par les garages locaux	Pièces achetées par le Tribunal
Filtre à huile	19,0	3,0
Filtre à carburant	42,7	9,7
Filtre à air	44,3	6,2
Courroie de ventilateur	18,9	7,4
Plaquette de frein à disque	111,3	37,4
Mâchoire garnie (frein arrière)	94,9	25,4
Amortisseur arrière	118,5	71,1
Phare droit	285,4	121,0
Phare gauche	285,4	121,0
Feux arrière	131,0	41,5
Rétroviseur extérieur	308,0	71,4
Jante	251,4	115,0
Radiateur	551,8	346,8
Total	2 262,6	976,9

6. Les dépenses de fonctionnement de l'atelier d'entretien du Tribunal sont indiquées ci-après (les traitements sont indiqués en chiffres annuels bruts, sur la base des coûts standard pour 2000).

<i>Personnel nécessaire</i>	<i>Catégorie</i>	<i>Traitement annuel (en dollars É.-U.)</i>	<i>Total</i>
1 Chef d'atelier et de magasin	1 Agent du Service mobile	90 900	90 900
2 Mécaniciens auto	2 Agents des services généraux (agents locaux)	24 600	49 200
1 Électromécanicien	1 Agent des services généraux (agent local)	24 600	24 600
1 Magasinier	1 Agent des service généraux (agent local)	24 600	24 600
Total			189 300

7. Pour 1998, le montant effectif des dépenses au titre de l'entretien et de la réparation des véhicules par des garages locaux, pour 43 véhicules, s'est établi à 235 750 dollars (dont 103 500 dollars pour la main-d'oeuvre et 132 250 dollars pour les pièces détachées).

8. Dans ces conditions, l'entretien de 81 véhicules en 2000 coûterait 444 100 dollars (dont 195 000 dollars pour la main-d'oeuvre et 249 100 dollars pour les pièces détachées).

9. Comparé à ces chiffres, le coût de l'entretien des véhicules dans un atelier du Tribunal est estimé comme suit :

Personnel	189 300
Location des locaux de l'atelier	6 000
Pièces détachées	80 000
Total	275 300

10. Le coût initial de la création d'un atelier d'entretien des véhicules et d'un magasin de pièces détachées à Arusha est estimé à 56 000 dollars. Il n'y aurait toutefois pas de coûts de démarrage au titre du matériel et de l'outillage, car il serait possible d'utiliser une partie du matériel en stock à Kigali. La location de locaux contigus à ceux du siège du Tribunal à Arusha, pour y installer l'atelier, coûterait 6 000 dollars par an.

11. L'actuel chef de la Section des transports serait chargé de la supervision générale du fonctionnement de l'atelier et du magasin de pièces détachées. Il n'y aurait pas à assurer de services de sécurité supplémentaires, étant donné que la pompe à essence, l'atelier et le magasin se trouveraient à l'intérieur du même complexe, et que l'emplacement de la pompe à essence est déjà surveillé.

12. La création d'un atelier à Arusha présenterait plusieurs avantages : la sécurité des véhicules serait régulièrement assurée, la durée d'utilisation du parc automobile se trouverait dans l'ensemble rallongée, il y aurait moins souvent à remplacer des véhicules et, d'une manière générale, leur fonctionnement serait plus fiable du fait que des pièces détachées achetées exclusivement à l'étranger seraient non seulement moins chères mais de meilleure qualité.

13. Il est donc proposé de créer à cette fin un poste d'agent du Service mobile et deux postes d'agent local.

C. Rapport sur le volume de travail de la Section des services linguistiques et des services de conférence

1. Pour 1998, les statistiques du volume de travail (récapitulées plus loin dans un tableau) se répartissent comme suit :

a) Pages de traduction (en anglais et en français) : 18 746. On notera qu'en ce qui concerne les documents que font traduire les parties intervenant devant le Tribunal (défense, accusation, tierces parties), la norme statistique n'est pas la même que celle qui est applicable au Secrétariat de l'ONU, à savoir 333 mots par page standard. Bien souvent, cette norme est largement dépassée. Au cours de 1998, le Tribunal a rendu son tout premier jugement à l'issue d'un procès. Ce jugement comptait 294 pages en anglais et 295 pages en français. En outre, au cours de l'élaboration des différents chapitres du jugement et des délibérations connexes, chaque chapitre a dû être remanié trois ou quatre fois pour y incorporer les modifications requises. De plus, les appels interlocutoires présentés dans les affaires *Bagosora*, *Nsengiyumava*, *Kanyavashi* et *Barayagwiza* ont entraîné un surcroît de travail évalué à 150 pages par affaire;

b) Journées d'interprète sur le terrain (Kigali) : 700;

c) Nombre d'audiences du Tribunal avec services d'interprétation (Arusha) : 198.

2. Réunions diverses (Arusha et Kigali) : 45, y compris la cinquième session plénière du Tribunal et des rencontres entre conseils et clients.

3. Pour 1999, au mois de juillet, les statistiques se répartissaient comme suit :

a) Journées d'interprète sur le terrain (Kigali) : 633, plus 32 journées de travail au Siège (anglais/français);

b) Nombre d'audiences du Tribunal avec services d'interprétation (Arusha) : 128;

c) Réunions diverses (Arusha et Kigali), y compris la sixième session plénière du Tribunal et des rencontres entre conseils et clients.

4. Toutes les personnes accusées jusqu'ici à la suite de procès devant les Chambres de première instance ont fait appel. En outre, jusqu'à ce que le Tribunal en ait terminé, en juin de cette année, avec les appels interlocutoires présentés dans les affaires *Kanyavashi*, *Nsengiyumava* et *Barayagwiza*, ceux-ci avaient donné lieu à un flot de documents qui a considérablement alourdi la charge de travail de la Section.

5. En partant du principe que ces appels entraînent en moyenne la présentation de 150 pages par affaire, jusqu'au règlement définitif, il semble réaliste de prévoir 1 000 pages pour l'ensemble de l'année 1999.

6. Si l'on tient compte également du volume de travail attendu du fait que la troisième Chambre de première instance a connaître d'affaires (au mois de juillet 1999, 6 929 pages étaient sorties de la Section), la projection pour l'année entière atteint 22 000 pages.

Services linguistiques et services de conférence

Indicateurs du volume de travail

	<i>1997 Chiffres effectifs</i>	<i>1998 Chiffres effectifs</i>	<i>1999 Projections pour l'année entière</i>	<i>2000 Projections</i>
Pages de traduction	7 585	18 746	22 000	22 000
Journées d'interprète sur le terrain (Kigali)	860	700	3 000	4 075
Audiences du Tribunal avec services d'interprétation (Arusha)	195	198	345	425

Section du service des audiences

Indicateurs de résultats pour 1999 et projections pour 2000

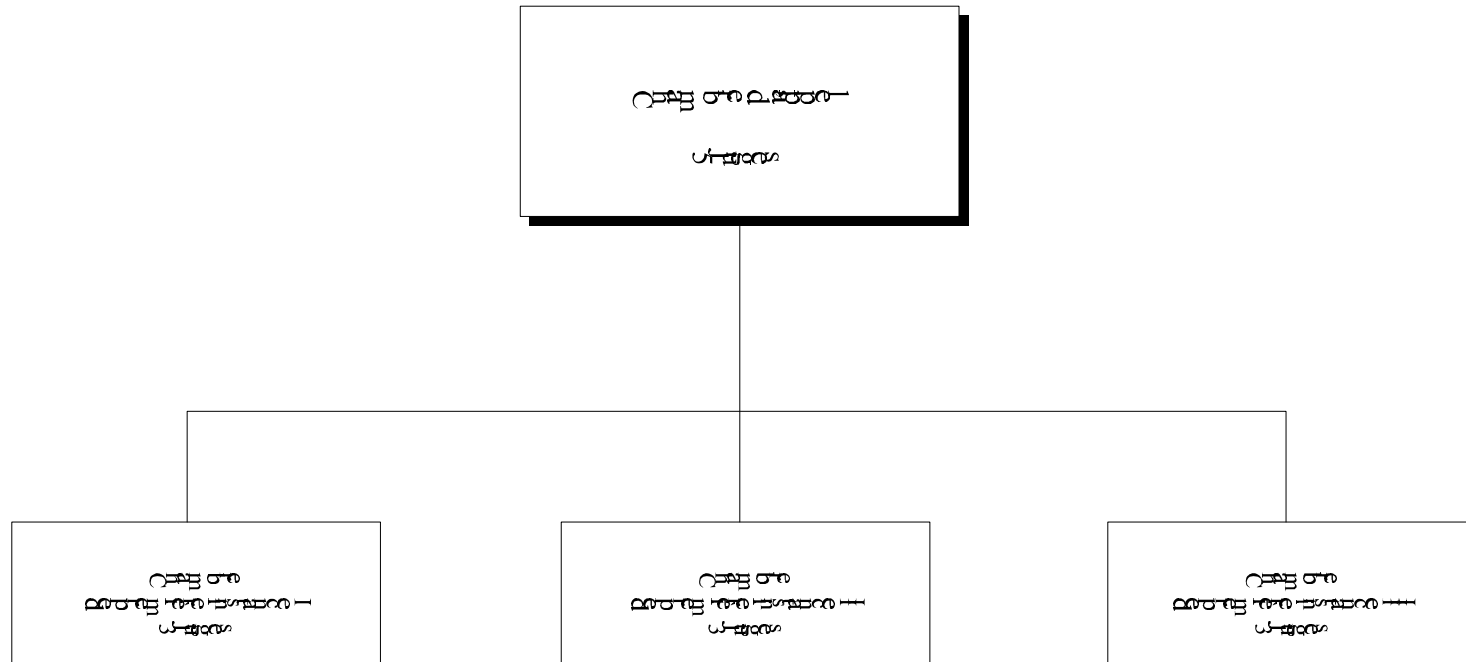
<i>Service des audiences</i>	<i>2000 Total</i>	<i>1999 Total</i>	<i>Janv. 1999</i>	<i>Févr. 1999</i>	<i>Mars 1999</i>	<i>Avril 1999</i>	<i>Mai 1999</i>	<i>Juin 1999</i>	<i>Juill. 1999</i>	<i>Août 1999</i>	<i>Sept. 1999</i>	<i>Oct. 1999</i>	<i>Nov. 1999</i>	<i>Déc. 1999</i>
Audiences	442	295	7	31	26	31	20	9	4	22	40	45	45	15
Pages de procès-verbaux	99 052	66 035	1 302	4 804	3 779	5 585	4 983	33 041	1 241	5 500	10 000	11 000	11 000	3 800
Documents produits	2 985	1 990	99	74	124	109	79	185	120	150	250	300	300	200
Pages de documents produits	110 676	73 784	3 986	335	1 327	845	557	4 169	2 200	4 500	6 000	8 500	8 500	5 000
Pages de transcription de procès-verbaux de session plénière	2 500	2 115					364	1 751						

Les chiffres indiqués sont des chiffres effectifs pour janvier à juillet 1999 et des projections pour août à décembre, fondées sur l'hypothèse du fonctionnement simultané des trois salles d'audience.

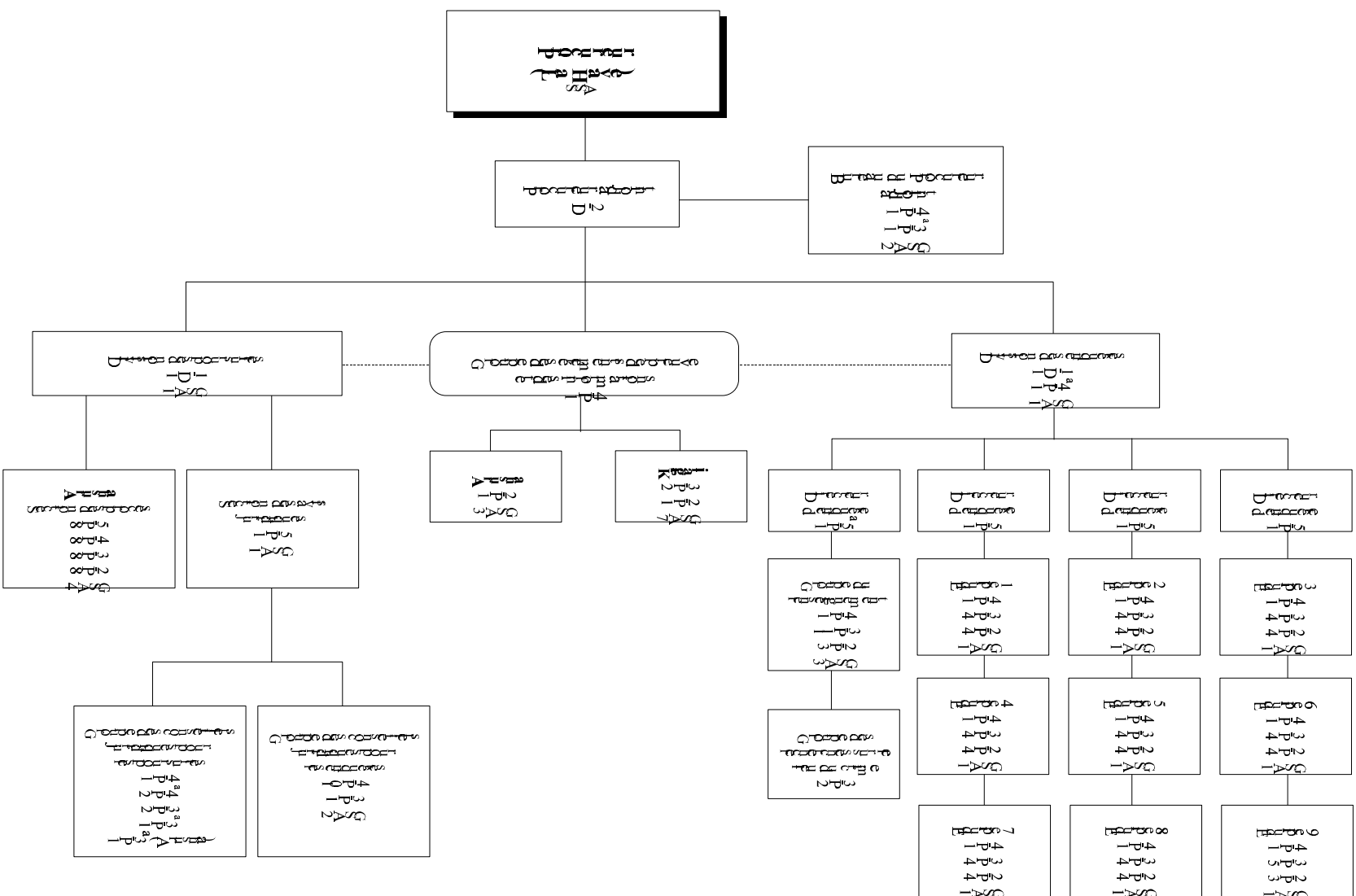
Annexe VIII

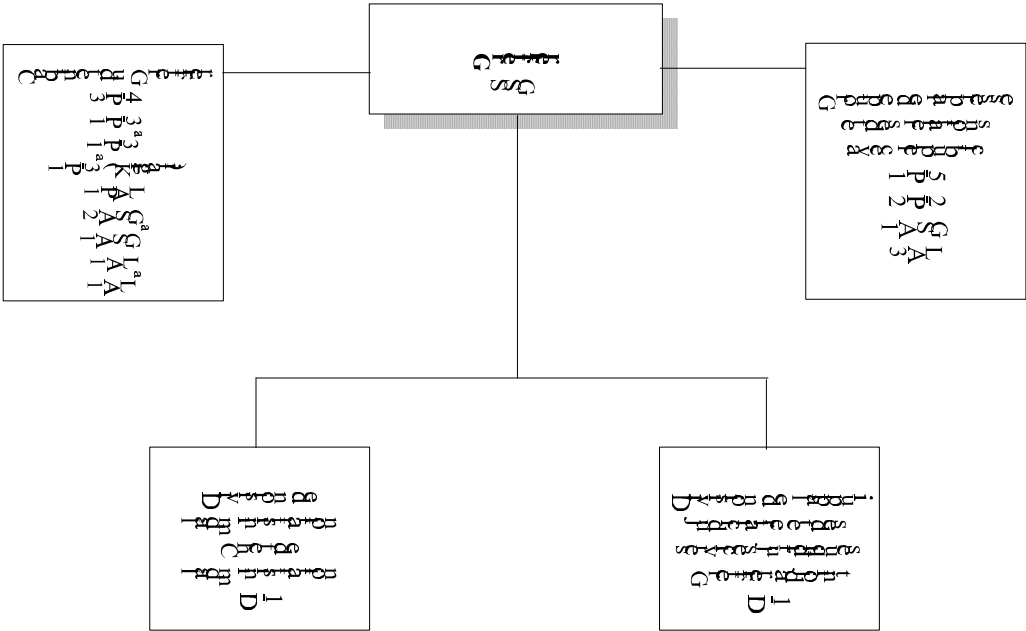
Tribunal pénal international pour le Rwanda – organigramme et effectifs

A. Chambres



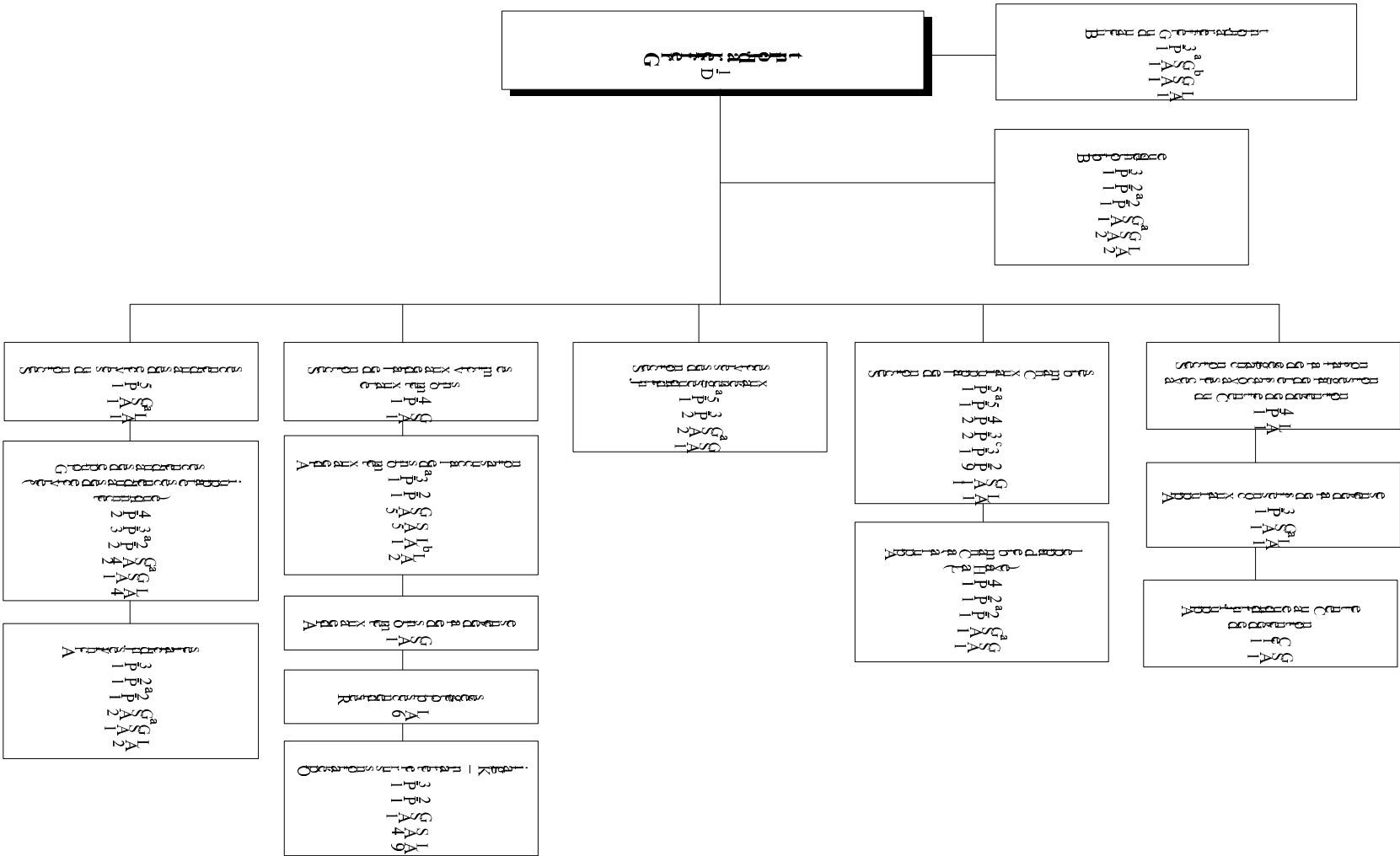
B. Bureau du Procureur





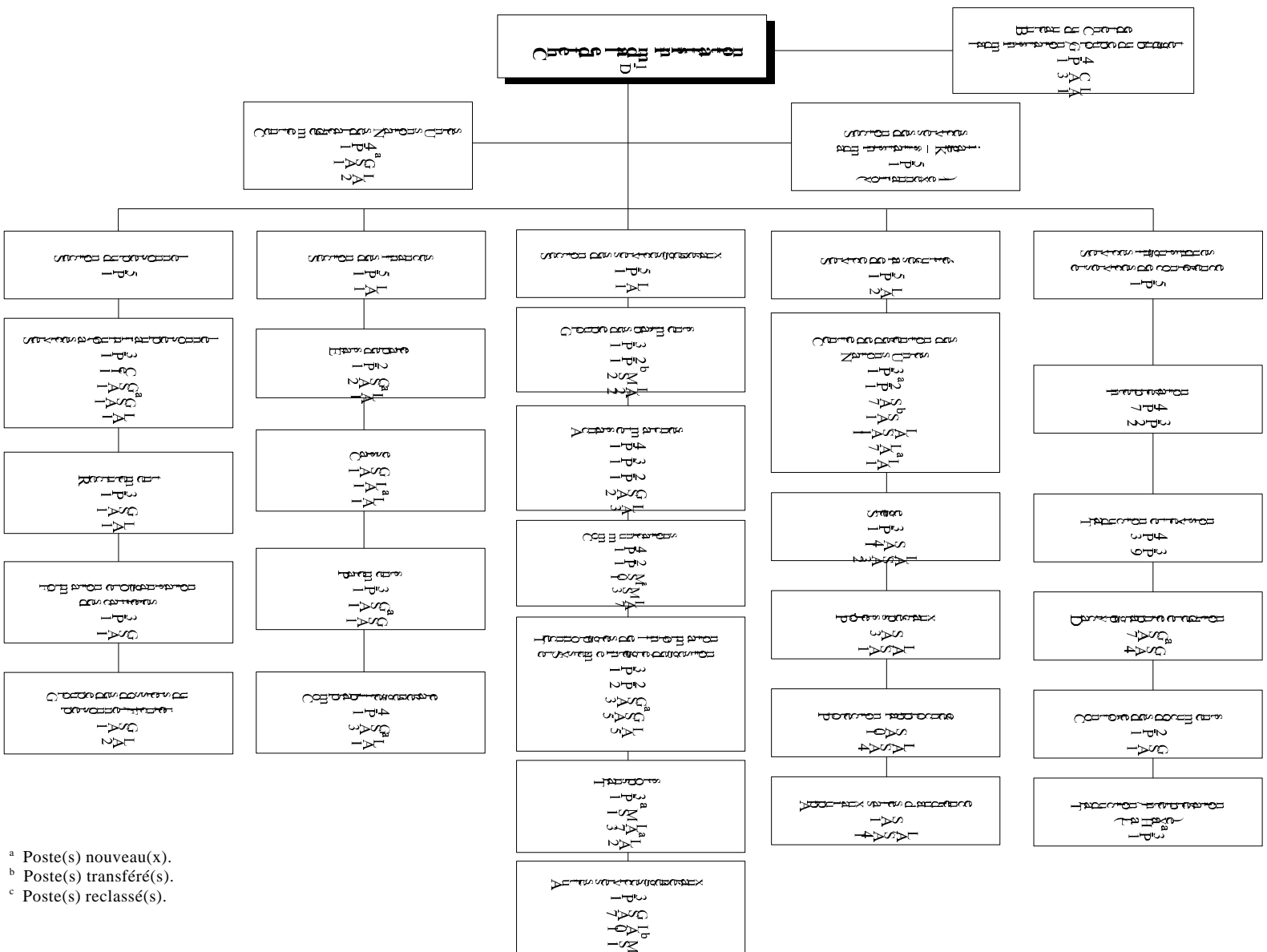
^a Poste(s) nouveau(x).

D. Division de l'appui judiciaire et des services juridiques

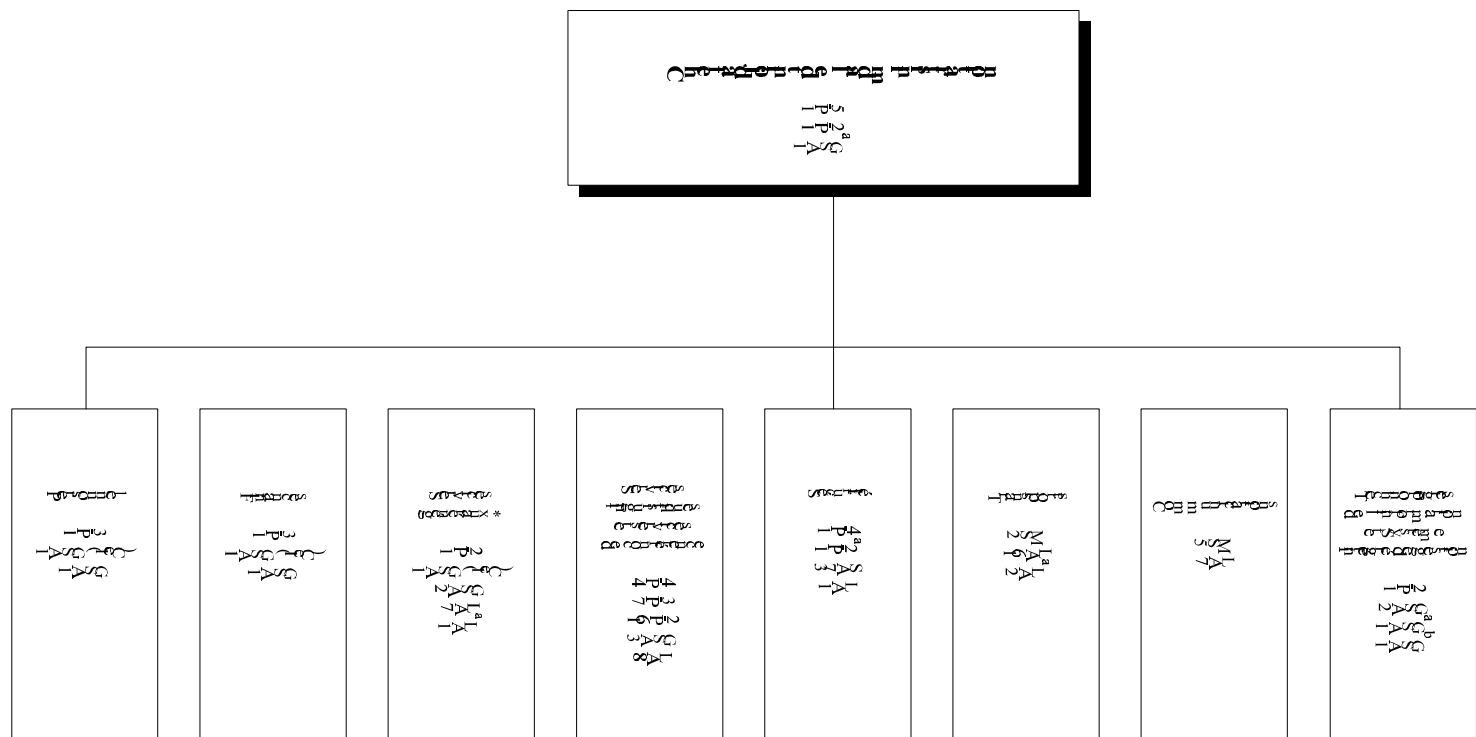


^a Poste(s) nouveau(x).
^b Poste(s) transféré(s).
^c Poste(s) reclassé(s).

E. Division de l'administration



F. Section des services administratifs (Kigali)



* Comprend achats, contrôle du matériel, réception et inspection, bâtiments, et voyages et expédition.

^a Poste(s) nouveau(x).

^b Poste(e) transféré(s).

^c Poste(s) reclassés.

Annexe IX

Financement du Tribunal international pour le Rwanda

	<i>Montant but</i>	<i>Montant net</i>
	<i>(En dollars É.-U.)</i>	
Montant estimatif du crédit ouvert pour 2000	87 819 400	79 753 900
À déduire : solde inutilisé à la fin de 1999, après déduction des dépenses excédentaires enregistrées à la fin de 1998	2 000 000	1 816 000
Solde à mettre en recouvrement pour 2000	85 819 400	77 937 900
Dont :		
Contributions à mettre en recouvrement auprès des États Membres conformément au barème des quotes-parts applicable au financement du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'année 2000	42 909 700	38 969 000
Contributions à mettre en recouvrement auprès des États Membres conformément au barème des quotes-parts applicable au financement des opérations de maintien de la paix pour l'année 2000	42 909 700	38 969 000